

**VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME !
VIVE LA GUERRE POPULAIRE !**

**RAPPORT SUR L'ACTIVITE DE LA
DELEGATION DU PC DE L'URSS AU
C.E. DE L'I.C., XVIème Congrès du PC(b)
de l'URSS**

Molotov

5 juillet 1930

Camarades,

L'étape de développement qu'a franchie, depuis le XVe congrès, le mouvement communiste mondial est d'une importance extraordinaire.

Elle est liée aux profondes modifications qui se sont opérées dans l'évolution politique et économique des Etats capitalistes, d'une part, et de l'Union soviétique, de l'autre.

La crise économique, en voie de développement dans les pays capitalistes, mène à l'écroulement de la stabilisation capitaliste. Cette crise revêt, maintenant, un caractère international.

Elle se développe sur la base de la crise générale du capitalisme et aggrave celle-ci avec une vigueur extraordinaire.

Au cours de son évolution, la crise économique se transforme, dans les différents pays, en crise politique.

Par suite de la crise grandissante du capitalisme mondial, toutes les contradictions du système capitaliste s'aggravent.

Dans le domaine des relations internationales, les antagonismes entre pays capitalistes s'aiguisent de plus en plus.

La lutte pour l'hégémonie mondiale atteint une tension sans précédent.

Parallèlement à cela, les antagonismes entre les pays capitalistes, d'une part, et les pays coloniaux et dépendants, d'autre part, se dévoilent et s'accroissent.

Cela se rapporte particulièrement à l'Inde et à la Chine.

En même temps, les antagonismes à l'intérieur des pays capitalistes continuent à s'aiguiser; ce processus trouve son expression dans la fascisation croissante des Etats bourgeois.

La social-démocratie va, elle aussi, à pas rapides vers sa transformation en social-fascisme.

Le caractère de la lutte de classe dans les pays capitalistes se modifie également. Le prolétariat en lutte contre la bourgeoisie passe de plus en plus à la contre-attaque.

L'accumulation des éléments d'un nouvel essor révolutionnaire est un fait incontestable.

Dès lors, la tactique des partis communistes doit se modifier en conséquence.

Tout cela situe le travail des partis communistes et de l'I.C. dans des conditions nouvelles et exige une adaptation du travail des partis communistes aux nouvelles tâches de la lutte révolutionnaire.

La crise économique mondiale dans les pays bourgeois, d'une part, et la construction victorieuse du socialisme en Union soviétique, de l'autre, renforcent plus que jamais le rôle de l'Union soviétique comme facteur révolutionnaire international.

La décomposition grandissante de la stabilisation capitaliste et l'essor croissant de l'économie socialiste en Union soviétique font apparaître clairement aux larges masses de la classe ouvrière de tous les pays et aux masses opprimées des colonies, l'inéluctabilité de l'écroulement du capitalisme.

Les succès de la construction socialiste en Union soviétique

sont un appel à la lutte pour la victoire du socialisme.

L'I.C. a donné, en son temps, une analyse de ces faits fondamentaux de l'évolution économique et politique internationale.

Sous ce rapport, les résolutions du VI^e congrès mondial sont d'une importance particulière.

Ces résolutions, où est analysée et exposée la perspective du développement international, ont été entièrement confirmées par les événements ultérieurs.

Elles ont été adoptées par l'Internationale communiste dans la lutte contre toute sorte de tendances opportunistes, tout particulièrement dans la lutte contre la déviation de droite dans les partis communistes.

L'importance de cette lutte apparaît clairement, aujourd'hui, aux grandes masses du prolétariat, et les événements démontrent manifestement que seule la lutte conséquente pour la politique léniniste de l'I.C. permet au mouvement communiste de mobiliser les masses ouvrières dans une proportion de plus en plus grande, autour du drapeau de la lutte révolutionnaire, pour le renversement du joug capitaliste.

Je passe maintenant aux questions fondamentales qui se posent devant l'Internationale communiste.

I

Croissance de la crise du capitalisme mondial et ligne de l'I. C.

Crise économique mondiale

Je commencerai par la crise économique.

Staline, en exposant le rapport politique du C.C. a donné une analyse suffisante de cette crise. Je me bornerai donc à faire quelques remarques.

C'est pour ainsi dire à la veille de la crise qu'est paru aux Etats-Unis le livre bien connu de la « Commission Hoover. »

Les plus récentes modifications dans l'économie des Etats-Unis.

Ce livre qui passe en revue tous les aspects du développement économique des Etats-Unis, donne aussi une appréciation générale des perspectives d'évolution économique de l'Amérique.

Ce livre de l'actuel président des Etats-Unis, Hoover, ne renferme pas une seule réflexion laissant entendre que les

Etats-Unis sont à la veille d'une profonde crise économique. Par contre, on peut y lire ce qui suit:

Devant nous s'ouvre un champ illimité... Nous avons de nouveaux besoins qui, au fur et à mesure de leur satisfaction, élargiront la voie à d'autres nouveaux besoins.

Bien plus, ce livre va jusqu'à nier la possibilité d'une crise. Il y est dit :

Jadis, la marche saccadée du développement de la production et de la consommation était l'un des traits caractéristiques du processus économique. Ce processus se faisait par sauts et ne pouvait pas être calculé d'avance. A la surproduction succédait un arrêt de la production afin que la consommation puisse de nouveau la rattraper.

Pendant les sept années que nous avons analysées [il s'agit de la période de 1922 à 1929] l'équilibre entre la production et la consommation est apparu absolument manifeste. (Les plus récentes modifications dans l'économie des Etats-Unis, tome I, page 14.)

Comme on le voit M. Hoover et son comité économique envisageaient l'avenir avec confiance, avec le ferme espoir que devant le capitalisme nord-américain s'ouvre un « champ illimité de développement » ; que les dirigeants de la politique des Etats-Unis ont assuré « l'équilibre entre la production et la consommation » ; qu'ils ont maîtrisé « la marche saccadée du développement de la production et de la consommation », c'est-

à-dire qu'ils se sont garantis contre de nouvelles crises.

Or, c'est presque au lendemain de la parution de cette publication aux Etats-Unis que se manifestèrent les premiers symptômes de la crise imminente.

On considère généralement que le début de la crise aux Etats-Unis date du krach boursier d'octobre à New-York, mais les indices d'un ralentissement de la conjoncture s'annonçaient déjà plus tôt.

Dès juillet, la conjoncture commençait à décliner aux Etats-Unis ainsi qu'en Allemagne.

Depuis, la crise s'est développée et s'est transformée en une crise économique mondiale.

L'un des symptômes les plus nets de ce processus est le recul du commerce extérieur.

Le commerce extérieur de 48 pays a baissé de 9,6 % pendant le premier trimestre 1930, par rapport à la même période de l'année précédente.

Mais ce sont les grands pays capitalistes qui ont été les plus durement frappés par cette baisse du commerce extérieur qui se traduit par les pourcentages suivants (avril 1930 comparé à avril 1929):

	Importations	Exportations
Etats-Unis	22	22
Allemagne	29	21
Angleterre	19	23
France	11	15

La crise actuelle est une crise de surproduction. Cela veut dire que la production de l'industrie capitaliste ne trouve pas d'écoulement suffisant.

C'est pourquoi, dans une série de pays, il y a arrêt de croissance, voire baisse considérable de la production.

C'est ainsi, par exemple, que l'indice de la production industrielle a baissé (dans le premier trimestre 1930 par rapport à la même période de l'année précédente) de 7,8 % en Allemagne, de 11 % aux Etats-Unis, de 16,7 % en Pologne.

Pour la Grande-Bretagne, l'indice en question reste presque inchangé; il ne s'est accru que de 0,5 %. En France, il a augmenté de 4,8 %.

Peut-on dire que le capitalisme s'est développé d'une manière particulièrement rapide dans la période d'après-guerre? Non, on ne peut pas le dire.

A part les Etats-Unis et la France, l'ampleur de la production n'a guère dépassé le niveau d'avant-guerre.

En prenant l'Europe sans l'Union soviétique, il apparaît que dans les branches d'industries les plus importantes (matières premières, charbon, naphte, métaux, produits chimiques, denrées alimentaires), le niveau d'avant-guerre n'a été dépassé, en 1927, que de 9 %.

C'est dire que la croissance de l'industrie a été absolument insignifiante en Europe dans la dernière période, surtout si l'on tient compte de la croissance de la population.

Il importe aussi de savoir si le capitalisme a utilisé à plein l'appareil de production à sa disposition. D'après les calculs de nos économistes de la commission d'Etat du plan économique de l'Union soviétique, l'appareil de production internationale existant pourrait donner une production dépassant au moins du double la production d'avant-guerre.

De fait, au moins un tiers de l'appareil de production n'est pas et ne peut d'ailleurs pas être exploité par le capitalisme. Et pourtant, nous avons une profonde crise économique mondiale.

La crise industrielle dans les pays capitalistes coïncide avec la crise dans les pays agraires.

La crise dans l'agriculture est liée à une forte baisse des prix

des produits agricoles.

Déjà avant la crise économique actuelle, on pouvait observer une forte baisse des prix des plus importants produits agricoles tels que coton, jute, laine, soie, caoutchouc, graisses végétales, et aussi froment, riz, pommes de, terre, sucre, café, thé et cacao qui, en rapport avec la baisse de la demande de matières premières de la part de l'industrie, et en rapport avec l'aggravation de la situation des masses ouvrières, revêt un caractère particulièrement aigu.

Des obstacles formidables se dressent ainsi devant le développement ultérieur de l'agriculture dans les pays capitalistes.

Comment la production des céréales peut-elle se développer, si la consommation de froment et de riz baisse par tête d'habitant?

En 1928, la demande de froment et de riz, par rapport à l'avant-guerre, a diminué de 10 % en Grande-Bretagne, de 13 % aux Etats-Unis, de 18 % en Allemagne, etc.

D'autre part, la production d'autres produits agricoles se heurte aussi de plus en plus à une consommation trop restreinte dans les conditions que crée la domination capitaliste.

La production mondiale du sucre a dépassé la consommation mondiale, dans la période de 1923-24 à 1927-28, en moyenne

de 1,8 million de tonnes par an.

La production mondiale de thé s'est accrue de 20 % par rapport à l'avant-guerre, alors que la consommation a seulement augmenté de 4 %.

Pendant ces deux dernières années, la production mondiale de café a dépassé la consommation en moyenne d'une fois et demi par an, etc.

Il en résulte que dans différentes régions des Etats-Unis, afin de provoquer une hausse des prix, le froment et le maïs sont utilisés au chauffage, qu'au Brésil de formidables réserves de café ont été jetées à la mer, et que des tentatives ont été faites pour arriver à une entente en vue de limiter la production de différents produits, etc.

La crise agricole dans les pays capitalistes a déjà amené l'agriculture, avant la crise économique mondiale, à restreindre l'emploi d'engrais chimiques.

L'économiste bourgeois Werner Sombart, déclare « que tout le problème des tracteurs a donné des résultats négatifs dans l'agriculture » (il a en vue la petite exploitation paysanne allemande).

La crise agraire qui se prolonge et la paupérisation des masses paysannes qui en résulte ont exercé une grande influence sur

les conditions qui ont donné naissance à la crise économique mondiale. Celle-ci, par suite de la baisse de la production et de la baisse consécutive de la demande de matières premières agricoles, ne fait qu'approfondir la crise agraire.

Ainsi, la crise industrielle s'enchevêtre avec la crise agricole en créant des obstacles formidables au développement des forces productives des pays capitalistes.

Il est caractéristique que la crise économique actuelle n'a pas été précédée d'un essor général de l'industrie (comme ce fut le cas dans la période d'avant-guerre).

Dans la période de 1928-1929, il n'y avait d'essor qu'aux Etats-Unis, en France, en Suède, en Belgique et en Hollande.

L'industrie de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Japon et d'Italie n'a connu qu'une courte reprise. Dans les pays agraires, ce fut une succession de dépressions et de crises. La crise actuelle affecte la plupart des pays capitalistes et commence à se faire sentir même en France.

En même temps, tous les indices montrent que la crise va traîner en longueur. Les affirmations optimistes au sujet d'une fin rapide de la crise ont cessé.

La croissance formidable des monopoles capitalistes au cours de ces dernières années n'a nullement servi à organiser

l'économie capitaliste dans son ensemble. Au contraire, le fait que la crise se développe sous le régime capitaliste monopolisateur, la prolonge et l'aggrave.

Il est indéniable que la concentration du capital s'est faite à un rythme accéléré pendant les dernières années.

Je me bornerai à citer quelques faits: Aux Etats-Unis, en ces dernières années, les plus grands monopoles capitalistes ont fusionné. Quelques-uns d'entre eux tiennent les leviers de commande sur le marché mondial.

Nous en avons un exemple dans l'industrie automobile internationale dont deux tiers de la formidable production sont fournis par seulement deux monopoles capitalistes: Ford et la General Motors.

De puissants monopoles capitalistes se créent rapidement en Allemagne.

D'après des statistiques parues tout dernièrement, les plus grandes entreprises disposant d'un capital de 5 millions de marks et plus, représentent 0,5 % du nombre total des entreprises, mais 41 % de la valeur totale de toutes les entreprises.

Le total de leur capital s'élève à 19,8 milliards de marks.

Pendant les trois dernières années, le capital de ces entreprises géantes s'est accru de 4,4 milliards de marks, soit 50 % de toute la croissance du capital en Allemagne.

Un autre exemple : le leader des radicaux français, Daladier, s'est plaint au Parlement, en s'adressant à ses électeurs de la petite bourgeoisie, que 200 à 300 familles détiennent en France les plus grandes branches d'industrie, tels que la métallurgie, le commerce du naphte, etc.

La puissance des monopoles capitalistes dans le stade actuel de dé, eloppement de la crise se manifeste par le maintien de prix élevés de monopoles.

En Allemagne, par exemple, on enregistre pendant la crise une baisse considérable des prix « libres. », alors que les prix des produits des grands trusts se maintiennent à un niveau élevé.

D'autre part, la baisse des prix de gros ne profite pas aux consommateurs, car ce n'est que dans de rares cas qu'on peut enregistrer une baisse de l'indice du coût de la vie, alors que dans différents pays on constate même une hausse de ces indices.

Le capital monopolisateur mène une lutte opiniâtre pour maintenir des prix élevés, ce qui, dans les conditions actuelles, contribue aussi à faire traîner la crise en longueur.

Le capital monopolisateur s'efforce de rejeter le fardeau de la crise sur d'autres branches d'industrie, sur les petits agriculteurs, sur les ouvriers, etc. Mais ces efforts ne peuvent qu'engendrer des obstacles de plus en plus grands à l'issue de la crise.

Le marxisme enseigne que « dans les périodes de crise, les contradictions entre la production sociale et l'appropriation capitaliste aboutissent à des conflits extrêmement violents entre les deux forces ennemies » (Engels).

La soif de profits pousse les capitalistes au développement renforcé de la production, mais le bas niveau des conditions d'existence de l'écrasante masse de la population des pays capitalistes est un obstacle insurmontable au développement rapide des forces productives de l'économie capitaliste.

Les conditions d'existence de la classe ouvrière et des grandes masses populaires sont maintenues par le capitalisme à un niveau très bas, ce qui rétrécit la possibilité de développement de l'industrie sous la domination du Capital.

Cette pauvreté et cette consommation limitée des masses se manifestent avec force dans des périodes où la croissance de la production dépasse de beaucoup le bas niveau de consommation des masses.

Le capitalisme n'apporte et ne peut apporter aucune solution à

cette contradiction entre les possibilités de croissance de la production capitaliste et de sa technique développée, d'un côté, et le bas niveau de vie des grandes masses populaires, de l'autre.

Je m'arrêterai tout particulièrement sur la question du niveau de vie des grandes masses laborieuses dans les pays capitalistes. Voici quelques chiffres: dans l'un des plus puissants pays capitalistes, en Grande-Bretagne, le salaire réel, malgré une exploitation accrue, des ouvriers, ne représentait, à la fin de l'année passée, que 95,2 % (y compris les chômeurs) du niveau de 1914.

En Allemagne, le niveau des salaires se trouve, d'après les données d'économistes bourgeois (par exemple Sternberg) au-dessous du niveau d'avant-guerre. D'après les calculs du statisticien bien connu Kuczynski, le salaire de l'ouvrier allemand a diminué de 13,6 % dans le seul second semestre de 1929.

Les chiffres sur le chômage donnent une idée particulièrement nette de la situation des masses laborieuses dans les pays capitalistes. La croissance considérable du chômage pendant les derniers mois est un phénomène caractéristique pour la plupart des pays capitalistes.

Le nombre des chômeurs atteint des proportions formidables: aux Etats-Unis, il y a déjà 6 à 7 millions de chômeurs ; en

Allemagne, 5 millions ; et en Grande-Bretagne, plus de 2 millions.

Et le nombre des ouvriers qui travaillent à journée réduite dans les pays capitalistes est encore plus grand. En Pologne, sur deux ouvriers, un chôme, ou ne fait pas sa journée complète, etc.

Mais l'essentiel est que la perspective fait prévoir non pas une diminution, mais une nouvelle augmentation de l'armée des chômeurs. Il n'y a pas longtemps, la social-démocratie entonnait encore des hymnes en l'honneur de la rationalisation capitaliste, et le leader des syndicats allemands, M. Leipart, déclarait:

Nous avons nous-mêmes toujours exigé, notamment dans notre lutte pour la réduction de la journée du travail, que le patronat mette à profit le progrès technique, qu'il perfectionne et modernise l'organisation des entreprises. Aussi, nous ne pouvons pas nous dresser contre la « rationalisation »; au contraire, nous l'avons approuvée et avons consenti les sacrifices que la classe ouvrière doit supporter en raison du chômage passager. (Rapport de Leipart, au congrès de Hambourg de la C.G.T. allemande.)

Aujourd'hui, les social-démocrates allemands sonnent la retraite.

Maintenant, même le Vorwaerts (du 28 mai 1930) déclare « qu'une des plus importantes causes du chômage grandissant

est le rythme exagéré de la rationalisation de la production allemande ».

Ainsi donc, cette même rationalisation qui devait servir au développement de l'industrie allemande est devenue l'une des causes principales de l'aggravation de la crise et de la croissance du chômage.

Mais le capitalisme est déjà entré dans la phase de la crise générale et c'est sur cette base que se développe aussi la crise actuelle.

Depuis la guerre impérialiste et, tout particulièrement, depuis la victoire de la révolution prolétarienne en Union soviétique, commença une nouvelle période de développement du capitalisme, une période de crise générale.

Le monde capitaliste n'existe plus comme un tout uni.

A côté du système capitaliste, grandit l'économie socialiste de l'Union soviétique. L'existence et la consolidation des bases économiques de l'Union soviétique sapent les racines du capitalisme mondial.

D'autre part, le mouvement antiimpérialiste dans les colonies et dans les pays dépendants mine également le système capitaliste.

Pourtant, les impérialistes sont extrêmement intéressés aux marchés coloniaux. C'est ainsi, par exemple, que la Grande-Bretagne a tiré, en 1928, un revenu d'environ 5 milliards 600 millions de roubles de ses investissements à l'étranger (investissements de capitaux).

Ce chiffre se compose de 2.850 millions de roubles d'intérêts, 1.400 millions de dividendes et de 1.350 millions de roubles de fret. (DfiiUj Telegraph du 9 mai 1930, d'après les données de la S.D.N.)

Le rétrécissement du marché et le manque de perspectives en ce qui concerne son élargissement créent des difficultés de plus en plus grandes au capitalisme.

Le chômage formidable qui ne cesse de croître est un des signes les plus nets du développement de la crise générale du capitalisme.

Le chômage est devenu un phénomène chronique et ne présente qu'une seule tendance, la tendance à la hausse.

Tout cela a pour effet de multiplier les éléments de décomposition et de parasitisme du capitalisme.

Pour souligner le renforcement de ces éléments, je citerai un exemple. Il s'agit de la structure du marché du travail.

Les chiffres correspondants pour la Grande-Bretagne indiquent que pendant les cinq dernières années (1924 à 1929), le nombre des ouvriers occupés dans les branches productives de l'économie britannique non seulement n'a pas augmenté, mais a diminué.

Pendant ces cinq ans, les effectifs de cette catégorie d'ouvriers ont baissé de 9.157.000 à 9.004.000, c'est-à-dire de 153.000.

D'autre part, le nombre des ouvriers occupés dans les branches non productives de l'économie anglaise, a passé dans la même période de 2.351.000 à 3.090.000 soit une augmentation de 739.000. On constate le même processus aux Etats-Unis.

Dans le livre que j'ai déjà mentionné : Les plus récentes modifications dans l'économie des Etats-Unis, il est dit que dans la période d'après-guerre, le nombre des personnes exerçant des professions non productives a augmenté aux Etats-Unis, alors que celui des ouvriers occupés dans l'industrie a baissé.

C'est ainsi que dans la période de 1920 à 1927, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie minière et dans l'industrie de transformation a passé de 12.400.000 à 11.883.000, soit une diminution de 517.000.

En même temps, le nombre des employés de commerce a augmenté de 1.408.000, celui des garçons d'hôtels, restaurants,

établissements de plaisir, de 575.000, celui des employés de cinémas, artistes, musiciens, de 190.000, etc.

La diminution du nombre des ouvriers productifs et la croissance des cadres non productifs démontrent l'incapacité complète du système capitaliste de développer les forces de production.

Ces chiffres sont une preuve évidente de la croissance de la crise générale du capitalisme.

Ligne de l'Internationale communiste et lutte contre la droite

Quelle analyse l'Internationale communiste a-t-elle donnée du développement du capitalisme dans la période qui précéda la crise économique mondiale et dans quelle mesure cette analyse a-t-elle été confirmée par les événements ultérieurs?

Il est facile de démontrer que l'Internationale communiste a donné, en son temps, une analyse du développement du capitalisme que les manifestations de la crise économique mondiale ont pleinement confirmée.

Dès le XV^e congrès, Staline, dans le rapport politique du Comité central, a donné l'analyse suivante des perspectives du développement capitaliste :

La stabilisation elle-même, le fait que la production s'accroît, que le commerce grandit, que le progrès technique et les possibilités de production augmentent, alors que le marché mondial, les limites de ce marché et les sphères d'influence des différents groupes impérialistes restent à peu près les mêmes, tel est précisément ce qui fait surgir la crise la plus profonde et la plus aiguë du capitalisme mondial, une crise pleine de nouvelles guerres et menaçant l'existence de toute stabilisation.

De la stabilisation partielle naît l'aggravation de la crise du capitalisme. La crise grandissante ébranle la stabilisation. Telle est la dialectique du développement du capitalisme dans le moment historique actuel.

Ces thèses du rapport de Staline furent mises à la base des résolutions aussi bien de notre parti que de l'Internationale communiste dans son ensemble.

Ces thèses furent encore développées dans les résolutions du VIe congrès de l'I.C.

Le VIe congrès donna une analyse de la « troisième période » de développement du capitalisme d'après-guerre et montra l'inévitabilité d'un ébranlement ultérieur de la stabilisation capitaliste et d'une aggravation encore plus grande de la crise générale du capitalisme.

Voici cette caractéristique de la troisième période:

La troisième période est au fond celle du relèvement de l'économie capitaliste, et, presque parallèlement, de celle de l'U.R.S.S., au delà de leurs niveaux d'avant-guerre (début de la période dite de « reconstruction », croissance ultérieure des formes socialistes de l'économie sur la base d'une technique nouvelle).

Pour le monde capitaliste, cette période est celle d'un rapide développement de la technique, d'une croissance intense des cartels, des trusts, des tendances au capitalisme d'Etat, et, conjointement, celle d'un puissant développement des contradictions de l'économie mondiale se mouvant dans des formes déterminées par tout le cours antérieur de la crise du capitalisme (marchés réduits, U.R.S.S., mouvements coloniaux, accroissement des antagonismes internes de l'impérialisme).

Cette troisième période, qui a particulièrement aggravé la contradiction existant entre la croissance des forces productives et la réduction des marchés, rend inévitable une nouvelle phase de guerres impérialistes entre les Etats impérialistes, de guerres de ces derniers contre l'U.R.S.S., de guerres de libération nationale contre les impérialistes et d'interventions impérialistes, de batailles de classes gigantesques.

En aiguisant tous les antagonismes internationaux

(antagonismes entre les pays capitalistes et l'U.R.S.S., occupation militaire du nord de la Chine, comme première phase de son démembrement et de la lutte entre les impérialistes, etc.) et les antagonismes intérieurs dans les pays capitalistes (radicalisation des masses ouvrières, intensification de la lutte de classe), en déchaînant les mouvements coloniaux (Chine, Inde, Egypte, Syrie), cette période aboutira fatalement, grâce au développement ultérieur des contradictions de la stabilisation capitaliste, à un nouvel ébranlement de la stabilisation capitaliste et à une aggravation aiguë de la crise générale du capitalisme.

Cette analyse des perspectives de développement du capitalisme a été entièrement confirmée par les manifestations ultérieures du développement de la crise économique mondiale. Il faut remarquer que les éléments de droite dans l'I.C. ont opposé leur propre ligne à cette analyse.

Les membres de la droite s'évertuaient à masquer les antagonismes croissants, leur position revenant en fin de compte à nier l'inéluctabilité de l'ébranlement de la stabilisation capitaliste dans les conditions actuelles.

Le représentant le plus en vue de ce point de vue fut Boukharine.

Une comparaison du premier projet de thèses élaboré par Boukharine pour le VIe congrès mondial avec la résolution

adoptée en définitive fournirait aisément la preuve que telle fut la conception de Boukharine.

Dans cette période, Boukharine fut, dans l'I.C., l'idéologue des éléments de droite qui glissaient de plus en plus à des conceptions social-démocrates sur la consolidation de la stabilisation capitaliste, c'est-à-dire, en fait, à la théorie de Hilferding sur « l'assainissement » du capitalisme.

La lutte dans les rangs de l'I.C. contre les conceptions de la déviation de droite dans cette question fondamentale fut d'une grande importance principielle et pratique.

Cette lutte fut d'autant plus nécessaire que, dans une série de partis communistes, les éléments de droite — comme les événements ne tardèrent pas à le démontrer — jouaient un rôle de premier plan, et que leur influence ultérieure sur les sections de l'I.C. aurait abouti à la décomposition des partis communistes.

Voici quelques exemples qui caractérisent la conception des éléments de droite dans l'I.C.

Les anciens dirigeants du Parti communiste américain, Lovestone et Pepper, qui sont passés depuis dans les rangs des renégats du communisme, prêchaient la théorie de la « situation unique » de l'impérialisme américain qui, à leur avis, se trouvait en dehors de la crise générale du capitalisme en voie

de développement.

Ils partaient du point de vue que le capitalisme américain se trouve dans une période de « rythme sans précédent du développement de sa puissance économique » (Pepper) et qu'aux Etats-Unis, s'accomplissait une « deuxième révolution industrielle » (Lovestone), Lovestone écrivait :

La crise dans les régions houillères, pétrolières et textiles des Etats-Unis n'est pas le signe d'un commencement de déclin de l'impérialisme américain. Ses crises, qui ne sont que passagères, peuvent être maîtrisées au cours du développement ultérieur de la rationalisation ; par conséquent, elles ne font que souligner le renforcement puissant et la croissance du capitalisme américain. C'est là qu'est la différence fondamentale entre la crise dans les différentes branches d'industrie des Etats-Unis et la crise dans la plupart des branches d'industrie de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

Lovestone et Pepper, ne voyaient pas la croissance des contradictions internes du développement capitaliste aux Etats-Unis.

Ils ne considéraient que la croissance des antagonismes extérieurs.

Or, c'est là précisément l'un des traits caractéristiques de la déviation de droite. Même après le début de la crise aiguë aux Etats-Unis, ce même Lovestone écrivait dans son organe de

renégats :

La panique de Wall Street n'est pas le résultat d'un affaiblissement de l'économie américaine, elle est l'expression de la véritable force de l'économie capitaliste américaine, etc. (Revolutionary Age, du 15 novembre 1929.)

Telles furent les courbettes de Lovestone devant le capitalisme américain. Il va de soi que l'I.C. devait se débarrasser de tels éléments étrangers au prolétariat.

Un autre exemple d'encensement des forces du capitalisme est l'attitude des renégats de droite en Suède. Leur dirigeant Kilboom, écrivait en septembre dernier :

L'âge d'or est revenu pour le capitalisme suédois... Ce serait une imposture consciente ou inconsciente à l'égard des ouvriers, si nous leur disions que le système capitaliste est ébranlé en Suède, qu'une crise économique s'approche...

Enfin, en France, il s'est trouvé, l'automne dernier, dans les rangs de la C.G.T.U., un homme qui s'est exprimé en ce sens que le capitalisme se trouvait devant un développement pacifique, exempt de luttes et de crises, pouvant durer 30 à 40 ans.

Si nous n'épurions pas les rangs de l'I.C. de tels éléments opportunistes pourris, cela reviendrait à ne pas lutter contre les éléments de désagrégation dans les partis communistes.

C'est pourquoi la lutte contre les éléments de droite fut l'une des plus importantes prémisses préparant l'I.C. à une juste analyse des perspectives de la lutte, et facilitant ainsi la mobilisation des masses ouvrières autour du drapeau de l'I.C.

Les éléments de droite ne faisaient que reprendre en chœur la thèse de Hilferding du « capitalisme organisé ».

C'est notamment Boukharine qui a contribué à répandre cette idéologie dans les rangs de l'I.C.

Après le Ve congrès mondial, il publia un article dans lequel il disait :

Les problèmes du marché, des prix, de la concurrence, des crises, deviennent de plus en plus des problèmes de l'économie mondiale et sont remplacés à l'intérieur des pays par le problème de l'organisation. (Pravda, du 26 mai 1929.)

Cette déclaration de Boukharine fut commentée de la façon suivante par la presse social-démocrate:

Boukharine, dans son analyse des conséquences d'organisation et des conséquences économiques du capitalisme monopolisateur, va considérablement plus loin que les théoriciens social-démocrates et bourgeois. Ni Hilferding dans son exposé bien connu au congrès de Kiel, ni Sombart, n'ont affirmé que sous le capitalisme hautement développé, les

catégories essentielles du système économique capitaliste (prix, marché, concurrence) sont évincées par l'organisation (Der Kampf, décembre 1929.)

Enfin, il faut constater que, jusqu'à présent, Boukharine n'a pas encore désavoué sa théorie social-opportuniste du « capitalisme organisé ».

Mais, tout en soulignant la nécessité de comprendre l'ébranlement grandissant de la stabilisation capitaliste nous ne devons pas tomber dans l'autre extrême. A ce sujet, certaines fautes « de gauche » commises dans le passé peuvent servir de leçon.

Qu'on se rappelle certaines déclarations faites par Trotski, il y a quelques années. Trotski affirma plus d'une fois « *qu'en Europe, après la guerre impérialiste, aucun développement des forces productives n'est plus possible* ». (*L. Trotski, Europe et Amérique, 1926*), que le sort de l'Europe ne peut être que « *stagnation absolue et décomposition* » (*L. Trotski, Cinq années d'Internationale communiste.*)

Gela n'a pas empêché le « gauchiste » Trotski de devenir plus tard le chantre de la « prospérité » américaine. Ses propos sur l'Amérique « rationnant » l'Europe n'étaient, en somme, qu'une variante particulière de la théorie de la « situation unique » qui devint ensuite la base des renégats du Parti communiste américain.

En l'occurrence, Trotski essayait de passer en fraude, sous le couvert de phrases « gauches », une ligne de droite foncièrement opportuniste et hostile à l'I.C.

D'ailleurs, Boukharine a su plus d'une fois « concilier » ses conceptions de « gauche » et de droite.

C'est ainsi que dans l'Economie de la période de transition, il écrivait, à propos du capitalisme, qu'à partir de maintenant « aucune régénération de l'industrie n'est plus possible ».

Or, dans cette publication et dans d'autres écrits il ouvrait la porte au « capitalisme organisé ». Cet exemple donne une idée de l'éclectisme théorique de Boukharine.

L'évolution de la crise économique mondiale balaye les illusions des éléments de droite sur le « capitalisme organisé ». La crise économique aiguë avec une force singulière toutes les contradictions du capitalisme.

Dans certains pays naissent les conditions préalables à la transformation de la crise économique en crise politique.

Dans les masses ouvrières mûrit le sentiment de la nécessité d'un renversement révolutionnaire du capitalisme, de la lutte pour le socialisme.

Les succès de la révolution socialiste en Union soviétique remplissent d'enthousiasme les éléments conscients du prolétariat de tous les pays et montrent, en même temps, la seule issue possible pour résoudre radicalement les contradictions du capitalisme.

II

Crise et aggravation des antagonismes internationaux

Antagonismes dans le camp des impérialistes

Je passe maintenant à la question de l'accentuation des antagonismes internationaux. Encore pendant la guerre, Lénine, dans son analyse de l'impérialisme indiquait que la répartition territoriale du monde, la répartition des colonies, était terminée et que la répartition économique du monde par les cartels internationaux allait commencer.

La guerre impérialiste fut une guerre pour un nouveau partage du monde.

Après la guerre, éclata avec une force redoublée la lutte des monopoles internationaux pour la conquête des débouchés, des marchés de matières premières, des marchés pour les exportations de capitaux.

Après la guerre, les tendances à organiser de puissants monopoles capitalistes internationaux se renforcèrent. L'impérialisme américain fait preuve d'une activité particulièrement grande sous ce rapport.

Il pénètre dans les différentes branches économiques non seulement des pays coloniaux et dépendants, mais aussi des pays européens (par exemple l'Allemagne). En dépit des antagonismes entre la France et l'Allemagne, le nombre des sociétés monopolisatrices franco-allemandes augmente. Jusqu'à la fin de l'année passée, plus de 40 sociétés franco-allemandes de ce genre ont été créées (dans le domaine de l'industrie sidérurgique, chimique, etc).

La lutte autour des marchés pousse en même temps au protectionnisme, c'est-à-dire à la défense du marché intérieur contre le capital étranger et, sur cette base, à une lutte encore plus violente pour les marchés extérieurs (débouchés, matières premières, exportation de capitaux).

La crise actuelle pousse les pays capitalistes avec une force toute particulière au surprotectionnisme.

La croissance des tendances protectionnistes se fait sentir partout.

Dans cette voie s'engagent non seulement les pays capitalistes

de second plan, mais aussi les grandes puissances.

Il est remarquable que l'Amérique a été le premier pays à prendre la décision d'augmenter les tarifs douaniers protectionnistes.

Tout récemment, elle a décidé d'augmenter les douanes sur les produits agricoles, sur les métaux non ferreux et les produits de l'industrie chimique.

Cette nouvelle augmentation des tarifs douaniers atteint de 30 à 35 %. Bien que cette mesure des Etats-Unis ait provoqué la protestation de 34 pays intéressés au marché américain, bien que plus de 1.000 économistes américains considèrent cette mesure comme inutile, l'augmentation des tarifs douaniers a été votée. La réponse des autres pays ne s'est pas fait attendre.

Le Canada, la France et d'autres puissances viennent déjà d'augmenter leurs tarifs douaniers.

Le mouvement protectionniste atteint une ampleur particulièrement grande en Angleterre.

Dans le parti conservateur s'est formé, sous la direction des « rois de la presse » Lord Beaverbrook et Rothermere, un groupe influent propageant la création d'une union douanière impériale devant isoler, par le réseau barbelé des tarifs, l'Empire britannique, ses Dominions et colonies, du monde

capitaliste ambiant.

Le mouvement protectionniste gagne des sympathies de plus en plus grandes parmi les conservateurs et jusque dans, les rangs des autres partis.

Le pays capitaliste le plus puissant d'Europe, la France, évolue également vers le surprotectionnisme.

L'idée d'une « Pan-Europe », c'est-à-dire d'une alliance des puissances capitalistes européennes avec la France comme centre (alliance dirigée politiquement contre l'Union soviétique), commence à faire pratiquement des progrès sous forme de préparatifs pour la création d'une union douanière européenne.

La France s'efforce de transformer l'Europe en débouché pour ses marchandises et ses exportations de capitaux.

C'est à cette fin qu'elle propage avec de plus en plus d'opiniâtreté l'idée d'une union douanière européenne.

Ainsi donc, les grandes puissances capitalistes — les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France — s'acheminent vers le surprotectionnisme. Mais, les autres pays non plus ne veulent pas rester en arrière.

Le mouvement protectionniste grandit aussi bien en Allemagne

qu'en Italie et en d'autres Etats capitalistes.

Tout cela aggrave formidablement la lutte pour les marchés et les antagonismes internationaux.

L'antagonisme décisif dans le camp impérialiste se meut sur la ligne de la lutte autour de l'hégémonie mondiale entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

Dans cette lutte, les Etats-Unis conquièrent avec de plus en plus de succès les positions économiques en refoulant l'Angleterre même des marchés de ses propres colonies et Dominions.

Au cours des dernières années, les Etats-Unis ont remporté des succès formidables dans cette direction.

En raison de la crise économique, l'expansion de l'exportation américaine devient encore plus menaçante, alors que l'exportation de l'Angleterre n'atteint toujours pas l'ampleur d'avant-guerre (80 %).

L'importance de cette menace pour l'Angleterre se dégage du seul fait qu'une augmentation de l'exportation industrielle américaine de seulement 1 % équivaut à l'exportation totale de l'Angleterre à destination de tous les pays de l'Amérique du Sud.

Mais l'Amérique ne se borne pas seulement à renforcer ses positions économiques sur le marché mondial.

C'est sur tout le front qu'elle se prépare à la lutte contre l'Angleterre.

Par le pacte Kellogg, elle s'efforce de faire dépendre de sa volonté la question de la prochaine guerre impérialiste.

A la conférence navale de Londres, qui eut lieu tout dernièrement, l'Amérique a imposé le principe de la parité entre les flottes américaine et anglaise et a fait ainsi un nouveau pas décisif vers l'ébranlement ultérieur du rôle mondial de l'Angleterre.

Aujourd'hui, l'Angleterre ne peut plus se baser sur la supériorité de sa flotte.

Et ceci est d'une importance particulière pour l'Angleterre étant donné l'extension formidable et l'éparpillement de ses Dominions et colonies.

L'acuité qu'atteint aujourd'hui la lutte entre l'Angleterre et les Etats-Unis se dégage aussi du fait que les impérialistes américains, dans l'intérêt de la lutte contre l'Angleterre flirtent à tout bout de champ avec les mouvements nationalistes dans les colonies anglaises.

C'est ainsi que, ces derniers temps, quelques organes de la presse américaine mènent une agitation contre l'impérialisme anglais aux Indes !

Tout cela aggrave tellement les antagonismes dans la lutte pour l'hégémonie mondiale, que le danger accru d'une nouvelle guerre mondiale impérialiste est manifeste.

La presse impérialiste en parle tout à fait publiquement.

Un publiciste aussi franc de l'impérialisme américain que L. Denny, déclare ouvertement :

Personne, connaissant les faits, ne peut affirmer que, par le bavardage sur la poignée de mains échangée pardessus l'Océan, par l'armistice dans le domaine des armements navals, le danger d'une guerre déclarée qui, historiquement, est toujours engendrée par de pareilles guerres économiques, soit relégué à l'arrière-plan. Dans le monde moderne qui devient de plus en plus étroit, il n'y a pas de place pour deux empires aussi grands, aussi hostiles et assoiffés de conquêtes, que la Grande-Bretagne et l'Amérique. Ou bien la Grande-Bretagne reconnaît volontairement l'hégémonie de l'Amérique, ou bien cette hégémonie sera établie par de sanglantes batailles.

(L. Denny, L'Amérique conquiert la Grande-Bretagne.)

Le nœud des antagonismes internationaux en Europe réside dans le plan Young.

C'est sur ce plan que les pays vainqueurs, la France et l'Angleterre en tête, essayent de bâtir leur bien-être.

Aux termes de ce plan, l'Allemagne devra fournir pendant les années prochaines 2 milliards de marks par an au compte des réparations, puis 1,6 milliard de marks par an d'intérêt pour le capital étranger investi dans l'économie allemande, grâce au plan Young.

Voici comment l'auteur, Young lui-même, s'exprime sur ce plan :

Seul le temps peut nous dire si le fardeau dont on a chargé l'Allemagne est trop lourd. En fixant la somme payable par l'Allemagne, les pays qui ont participé à l'élaboration du plan de Paris, ont additionné les sommes dues par eux aux Etats-Unis et ont encore ajouté environ 50 % à cette somme. (Extrait du discours fait par Young à l'Université de Californie, le 24 mai 1930.)

La tentative des pays vainqueurs de rejeter sur le dos des travailleurs allemands le fardeau de si formidables paiements, ne peut être menée à bonne fin.

L'exécution du plan Young ne signifie pas seulement une nouvelle aggravation des antagonismes entre les vainqueurs et les vaincus, elle intensifie aussi, dans une mesure considérable, l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat en Allemagne même.

Qui veut construire le bien-être de l'Europe capitaliste sur la solidité de ce plan, glisse à l'abîme.

Enfin, il faut encore mentionner l'aggravation des relations internationales dans le camp des vainqueurs.

Il s'agit avant tout de l'aggravation des relations franco-italiennes.

Les deux pays poussent leurs armements et s'occupent ces derniers temps, tout particulièrement de la fortification de leurs frontières.

Quant aux rapports entre les pays capitalistes et l'Union soviétique, je n'ai pas besoin d'y revenir, après le rapport complet de Staline.

Etant donné la crise économique, les tendances agressives contre l'Union soviétique ne peuvent que s'accroître.

Aussi constatons-nous, à côté des facteurs renforçant la situation internationale de l'Union soviétique (soutien de l'Union par le prolétariat international, essor économique de l'U.R.S.S., etc.) des faits tels que la fascisation de gouvernements de pays limitrophes de l'Union soviétique : Roumanie et Finlande.

A ce sujet, il faut rappeler la déclaration faite par le général

Gouraud en Roumanie, à savoir que l'armée roumaine doit être prête pour des actions d'un caractère offensif.

De l'aggravation croissante des antagonismes internationaux, naît le danger accru d'une nouvelle guerre impérialiste et d'agression contre l'Union soviétique.

Il faut attirer l'attention sur le fait que, ces derniers temps, la Société des nations prend en secret des mesures pratiques pour diriger la guerre prochaine.

L'économiste anglais Keynes insista récemment, dans la presse, sur l'importance des mesures élaborées actuellement par la Société des nations en vue du financement de la guerre prochaine.

De l'exposé de Keynes, il se dégage que la Société des nations élabore actuellement une décision lui permettant d'accorder des emprunts au pays reconnu par elle comme attaqué.

Par cette organisation spéciale du financement de la guerre prochaine par les plus fortes puissances impérialistes, la Société des nations s'efforce de garder en mains, c'est-à-dire dans les mains de l'impérialisme anglo-français, la décision dans la question de savoir qui est le parti agresseur.

Il est clair que la Société des nations désignera comme agresseur le pays contre lequel les grandes puissances

impérialistes dirigeantes au sein de la Société des nations voudront déclencher la guerre.

Pour autant qu'au centre des antagonismes internationaux dans le camp de l'impérialisme se trouve la guerre pour l'hégémonie mondiale entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la nouvelle guerre impérialiste est appelée à revêtir un caractère mondial encore plus accentué que la guerre de 1914 à 1918 qui fut avant tout une guerre européenne.

La nouvelle guerre impérialiste en préparation sera dans une mesure beaucoup plus grande une guerre mondiale, puisque l'influence de l'Angleterre et des Etats-Unis s'étend sur tous les continents.

L'Internationale communiste a accordé une grande attention au danger d'une nouvelle guerre impérialiste.

L'I.C. a mobilisé et continue à mobiliser les larges masses prolétariennes pour la lutte contre la guerre.

Antagonismes entre les pays impérialistes et les colonies

La crise économique mondiale exacerbe formidablement les antagonismes entre les pays impérialistes, d'une part, et les pays coloniaux et dépendants, de l'autre.

Etant donné l'ampleur formidable que revêt d'ores et déjà le mouvement révolutionnaire dans les colonies, la domination de l'impérialisme s'en trouve menacée. Le mouvement révolutionnaire dans les colonies a gagné l'Indochine et l'Afrique, Haïti et les Philippines, le Nicaragua et la Palestine. L'asservissement des colonies par l'impérialisme, loin de s'atténuer, devient de plus en plus insupportable.

Dans de nombreuses colonies, l'esclavage sous les formes les plus diverses s'est conservé jusqu'à nos jours.

Le rôle « civilisateur » de l'impérialisme ne trouble pas le maintien de cette honte du passé, même dans une période où l'Union soviétique donne aux peuples du monde entier l'exemple d'une émancipation véritable des nationalités et de la collaboration fraternelle des travailleurs de toutes les nations à la construction du socialisme.

Entre temps, messieurs les socialistes du type d'un Albert Thomas élaborent à la Société des nations des projets pour abolir le « travail forcé », tout en déclarant que cette abolition ne peut pas se faire immédiatement, que c'est une « affaire de générations ».

Les ouvriers et paysans en lutte contre l'impérialisme manquaient jusqu'à présent d'organisation et de direction susceptibles de consolider le mouvement révolutionnaire aux colonies ; toutefois, ces dernières années, d'importants progrès

ont été faits sous ce rapport.

Arrêtons-nous à la situation aux Indes et en Chine.

Aux Indes, le mouvement révolutionnaire a pris, ces derniers temps, une ampleur formidable. La crise économique profonde et l'aggravation extrême de la situation des masses paysannes et de la classe ouvrière qui en est résulté, intensifient la lutte révolutionnaire dans le pays.

La crise économique mondiale ne fait qu'approfondir davantage encore la crise agraire aux Indes. Et ceci ne peut pas ne pas créer des difficultés considérables au développement de l'industrie hindoue.

La domination de l'impérialisme anglais, fondée sur le maintien des survivances les plus réactionnaires de la féodalité dans les campagnes de l'Inde, exploite doublement les masses laborieuses : au profit de l'impérialisme britannique et au profit de la bourgeoisie et des féodaux hindous eux-mêmes.

Cette domination a derrière elle des taches sanglantes ineffaçables.

Dans les seules 25 premières années du XXème siècle, 80 millions d'hommes sont morts de faim aux Indes, d'après les données officielles ; on comprend facilement qu'aux Indes, le mouvement antiimpérialiste est alimenté par le

mécontentement formidable des masses populaires.

Ce mécontentement s'extériorise par le mouvement révolutionnaire grandissant.

Ces dernières années, le mouvement gréviste aux Indes a pris une grande ampleur et revêt un caractère nettement révolutionnaire. 507.000 personnes ont pris part aux grèves en 1928, et 531.000 en 1929.

Des organisations ouvrières de masses ont été créées et les syndicats rouge groupent déjà 100.000 ouvriers.

Dans les centres prolétariens, les grèves sont accompagnées de puissantes manifestations révolutionnaires et de fréquentes collisions avec la police.

Mais le mouvement révolutionnaire ne s'étend pas seulement aux centres prolétariens.

L'insurrection récente dans le Nord-Ouest, à Pechawar, à laquelle une partie des troupes indigènes s'est ralliée, prouve que de nouvelles couches de la population sont sans cesse entraînées dans le mouvement.

La déclaration suivante d'un membre du congrès hindou témoigne du caractère et de la puissance de ce mouvement : « Le fait que sur 66 morts à Pechawar, aucun n'a été atteint

dans le dos, mérite la plus grande attention. »

La croissance du mouvement révolutionnaire a forcé les nationalistes bourgeois hindous à recourir à de nouvelles manœuvres pour égarer les masses.

Les libéraux du type Gandhi et Nehru (senior et junior) se donnent toutes les peines du monde pour juguler l'essor du mouvement révolutionnaire, pour l'orienter dans la voie des réformes bourgeoises modérées sans toucher aux bases du féodalisme.

Mais les manœuvres d'opposition contre l'impérialisme anglais, imposées aux dirigeants libéraux par la pression des masses, comme par exemple la « campagne contre le monopole du sel, etc. », revêtent, du fait que les masses sont entraînées dans le mouvement, un caractère qui est loin d'être libéral.

L'essor révolutionnaire aux Indes se transforme déjà fréquemment en formidables actions révolutionnaires de masses.

La période des manifestations pacifiques appartient de plus en plus au passé. Cependant, le degré d'organisation de la classe ouvrière et surtout des paysans est encore trop faible.

Il ne s'est pas encore créé de parti communiste aux Indes, mais les éléments nécessaires à sa formation se développent chaque

jour.

Il est clair que ce ne sont pas des gens tels que Roy — qui préconise le bloc avec la bourgeoisie nationale et qui a glissé dans le camp des renégats de droite — qui sont capables de créer un parti communiste aux Indes.

Les leaders du prolétariat hindou se forment au cours des événements révolutionnaires, dans la lutte pour l'hégémonie de la classe ouvrière, dans le mouvement révolutionnaire.

Des organisations révolutionnaires de masses et des fédérations de jeunes en voie de développement sortiront des milliers de braves combattants révolutionnaires.

Au cours de la lutte grandissante se forgera l'organisation communiste de l'Inde dont les représentants héroïques sont impitoyablement livrés par l'impérialisme anglais et par la bourgeoisie nationale à la justice de classe. Seul le Parti communiste peut être le dirigeant du mouvement victorieux du prolétariat aux Indes contre l'impérialisme anglais et contre les classes bourgeoises féodales indigènes.

En Chine, nous avons enregistré récemment un nouvel essor révolutionnaire.

Les pessimistes et les pusillanimes parmi les opportunistes de tout acabit qui prédisaient la fin de la révolution chinoise ont

été battu par les événements.

La réaction bourgeoise féodale n'a résolu et ne pouvait résoudre aucun problème de la révolution chinoise.

L'indépendance nationale de la Chine n'a pas fait un pas en avant.

Au contraire, la guerre de généraux qui déchire la Chine, la guerre des cliques bourgeoises féodales derrière lesquelles se tiennent les puissances impérialistes en lutte pour la conquête du marché chinois, n'a fait qu'empirer.

La question décisive est toujours la solution du problème agraire, l'expropriation des terres seigneuriales et de tous les grands propriétaires fonciers, l'abolition de toutes les survivances féodales, des impôts monstrueux et du taux de fermage usuraire dans les campagnes.

La crise industrielle s'est également aggravée en Chine. Depuis des années le pays ne sort plus d'une crise économique générale.

Le mouvement révolutionnaire en Chine grandit dans les centres industriels comme dans les campagnes.

En 1928, le nombre des grévistes était de 400.000 ; il atteignait 750.000 en 1929.

En dépit des plus cruelles représailles du gouvernement du Kuo mintang, le Parti communiste a su consolider son influence sur les masses ouvrières.

Il possède jusqu'à 60.000 membres organisés dans les syndicats, il édite une grande quantité de littérature révolutionnaire et publie plusieurs journaux communistes illégaux.

A la campagne, la situation misérable des paysans a atteint un degré extrême.

Voilà trois années que dure la famine sur l'immense territoire de la Chine.

On compte, cette année, jusqu'à 57 millions de personnes qui souffrent de la faim.

Le fardeau des taxes payables aux féodaux, les impôts monstrueux imposés par le gouvernement du Kuomintang engendrent un mécontentement formidable parmi les masses paysannes.

Le mouvement révolutionnaire dans les campagnes a gagné de nombreux districts.

Sur un total de 636 districts en Chine, selon les dernières

données, 241 se trouvent sous l'influence du mouvement révolutionnaire et de l'Armée rouge.

L'Armée rouge chinoise, qui se compose de 14 corps d'armée, est forte de plus de 60.000 hommes.

Il existe, en outre, des détachements de partisans rouges.

Les nouvelles qui nous sont arrivées ces derniers temps, notamment après la conférence des délégués de districts des régions soviétiques, en ce qui concerne l'organisation d'un gouvernement soviétique des ouvriers et paysans de Chine, sont très vraisemblables.

En s'appuyant sur les régions dominées par l'Armée rouge, les Soviétiques en Chine peuvent établir la liaison avec les grands centres industriels et créer, sous la direction du Parti communiste, un gouvernement soviétique des ouvriers et des paysans, seul capable d'acheminer la Chine dans une nouvelle voie : supprimer la misère et l'extermination des millions de travailleurs ; empêcher la ruine économique et l'oppression par les cliques bourgeoises-féodales et les impérialistes.

Dans le processus d'essor révolutionnaire en Chine, notre jeune parti communiste se renforce et devient le véritable dirigeant du mouvement révolutionnaire d'émancipation des masses ouvrières et paysannes.

La Chine ne peut atteindre et n'atteindra son affranchissement définitif que sous la bannière des Soviets et sous la direction du Parti communiste.

Je passe maintenant à l'aggravation des antagonismes au sein des pays capitalistes.

III

Aggravation des antagonismes intérieurs et rôle de la social-démocratie

Les deux méthodes de domination de la bourgeoisie

L'aggravation des antagonismes au sein des pays capitalistes découle nécessairement de la croissance de la crise générale du capitalisme.

La crise économique actuelle avive avec une force particulière les antagonismes entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Tout ceci marque de son empreinte le caractère du pouvoir d'Etat bourgeois dans la période de crise générale grandissante du capitalisme.

Le caractère de classe du pouvoir bourgeois se manifeste maintenant de plus en plus brutalement. Les ministres contemporains démissionnent pour devenir des dirigeants de monopoles capitalistes et, inversement, les dirigeants des monopoles capitalistes deviennent de plus en plus ministres et gouvernants.

Cela est vrai pour tous les pays capitalistes.

Des hommes d'Etat bourgeois aux Etats-Unis, comme le président Hoover, le ministre des Finances Mellon, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hughes, le ministre de la Guerre Harley, le ministre du Commerce Lammont, etc., ou bien étaient, hier encore, à la tête de grands monopoles et de banques capitalistes, ou bien dirigent maintenant, après avoir échangé le fauteuil ministériel contre un emploi privé, de puissantes organisations du capital financier.

Le journaliste L. Denny, dont j'ai déjà parlé, dit dans son livre que « la moitié des membres du cabinet Coolidge, représentaient de grandes entreprises commerciales et que, dans le cabinet Hoover, deux tiers des membres sont de tels représentants ».

Nous voyons le même tableau en Angleterre. Les dirigeants d'hier du gouvernement conservateur, Baldwin, Birkenhead, Chamberlain, etc. dirigent aujourd'hui des trusts métallurgiques, chimiques et autres.

Même tableau en Allemagne, en France et en d'autres pays capitalistes.

D'un autre côté, la bourgeoisie appelle au pouvoir les dirigeants de la social-démocratie pour qu'ils exercent sa domination, afin de masquer ainsi le véritable caractère de classe de son pouvoir.

C'est notamment dans ces pays où la classe ouvrière constitue la majorité de la population, par exemple en Angleterre et en Allemagne, que la bourgeoisie recourt à cette méthode.

Ce qui est remarquable, c'est que dans ces pays on a mis des partis socialistes à la tête du gouvernement, bien que dans les deux Parlements, la majorité appartienne aux partis nettement bourgeois.

Quoique le Parti travailliste n'ait pas la majorité au Parlement anglais, son gouvernement est soutenu par les voix de la bourgeoisie.

Bien qu'en Allemagne la social-démocratie ne dispose, au Reichstag, que d'environ un tiers des voix, la bourgeoisie lui a confié, pendant près de deux ans, la direction du gouvernement.

Pour maintenir sa domination, la bourgeoisie s'est servie et se

sert encore de deux méthodes fondamentales. Je rappellerai ce que disait Lénine sur ces deux méthodes de domination de la bourgeoisie :

Si la tactique de la bourgeoisie était toujours la même ou du moins semblable, la classe ouvrière apprendrait vite à lui opposer la même tactique ou une autre semblable.

En réalité, la bourgeoisie de tous les pays applique inévitablement deux systèmes, deux méthodes de lutte pour la défense de ses intérêts et pour le maintien de sa domination, ces deux méthodes se relevant à tour de rôle ou s'enchevêtrant sous forme de combinaisons les plus variées.

Il y a là tout d'abord la méthode de la violence, la méthode de refuser la moindre concession au mouvement ouvrier, la méthode de soutenir toutes les vieilles institutions surannées, la méthode du refus intransigeant des réformes.

C'est là l'essence de la politique conservatrice qui cesse de plus en plus, en Europe occidentale, d'être la politique de la classe des propriétaires fonciers pour devenir de plus en plus une variété de la politique bourgeoise générale.

La deuxième méthode est la méthode du « libéralisme », la méthode de la marche vers le développement des droits politiques, en direction des réformes, concessions, etc.

La bourgeoisie passe d'une méthode à l'autre non par calcul malfaisant de certaines personnes et nullement par hasard, mais par suite de la contradiction fondamentale de sa propre situation (Œuvres complètes, tome XI, page 136, édition russe).

Lénine disait cela en 1910. Mais sa constatation vaut également pour le moment présent. La situation dans les pays capitalistes s'est modifiée sous bien des rapports pendant les deux dernières décades.

Néanmoins, les deux méthodes essentielles de domination de la bourgeoisie restent encore en vigueur de nos jours,

La bourgeoisie se servait et se sert encore, d'une part, des méthodes violentes et, d'autre part, des méthodes « libérales ».

La méthode de la violence est devenue, aujourd'hui, la méthode du fascisme, et celle du libéralisme, la méthode de coalition avec la social-démocratie.

Il ne faut pas oublier ces deux méthodes de domination bourgeoise.

En même temps, il ne faut pas oublier que la domination de la bourgeoisie a tendance à passer de plus en plus à l'emploi de la méthode de la violence, ce qui s'exprime par la croissance du fascisme et par la fascisation renforcée de l'Etat bourgeois.

D'un autre côté, la bourgeoisie ne peut pas non plus renoncer maintenant à la méthode du « libéralisme », à la méthode de coalition avec la social-démocratie.

Mais la social-démocratie elle-même marche de plus en plus rapidement dans la voie de la fascisation, de l'intégration de l'appareil social-démocrate et syndical-réformiste dans l'Etat bourgeois en voie de fascisation.

Par suite de l'aggravation des antagonismes du capitalisme, la bourgeoisie, pour maintenir sa domination, recourt de plus en plus à la méthode de la violence, à la dictature déclarée.

La méthode de la dictature directe de la bourgeoisie trouve son expression dans le fascisme.

Etant donné la crise du capitalisme qui va en empirant, et la menace grandissante de la révolution prolétarienne, la bourgeoisie s'efforce de se servir de plus en plus de la méthode du fascisme pour réprimer le mouvement révolutionnaire.

Même en ne considérant que la période des deux dernières années, on peut citer des exemples de fascisation ouverte du pouvoir d'Etat dans les pays bourgeois.

Ces exemples sont : la fascisation de la Yougoslavie, de l'Autriche, de la Roumanie et de la Finlande.

Dans ces pays, les éléments fascistes se trouvent ouvertement au pouvoir, mais d'autres pays évoluent aussi vers le fascisme.

La croissance de l'essor révolutionnaire en Allemagne, en France, etc., renforce la volonté de la bourgeoisie d'en arriver au fascisme, de fasciser l'appareil d'Etat.

La croissance du fascisme au détriment des partis bourgeois apparaît avec une netteté toute particulière en Allemagne.

La social-démocratie, en tant que soutien principal de la bourgeoisie impérialiste dans la classe ouvrière, marche à son tour dans la voie de la dégénérescence fasciste.

A cette fin, elle s'est déjà donnée une idéologie adéquate.

L'essence de cette idéologie consiste à "subordonner sans réserve les intérêts de la classe ouvrière au maintien de l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui les dirigeants de la social-démocratie le disent franchement. Voici, par exemple, ce qu'en dit le dirigeant de la social-démocratie autrichienne, L. Renner :

La lutte de classe n'est déjà plus un moyen absolument illimité, elle a ses limites. La bourgeoisie et le prolétariat mènent leur lutte de classe, mais, pratiquement, ils ne peuvent la mener que

dans le cadre de la conservation d'une unité supérieure! (Die Gesellschaft, numéro 2, 1930.)

Par conséquent, l'essentiel pour M. Renner est la « conservation d'une unité supérieure », c'est-à-dire la conservation de l'Etat bourgeois.

La même « philosophie » est également prêchée par les socialistes des autres pays.

Le socialiste français Paul-Boncour est avant tout « fier » de mettre au-dessus de tout les intérêts de la « défense nationale », c'est-à-dire les intérêts de l'impérialisme français.

A ce propos, il n'admet aucun doute et déclare « qu'il n'hésiterait pas, s'il devait choisir entre les intérêts de son pays et ceux de son parti ».

Il faut encore ajouter que les chefs socialistes français relient indissolublement la défense nationale à la lutte contre le bolchévisme, c'est-à-dire contre le prolétariat révolutionnaire.

A quel point la social-démocratie a lié son sort au maintien de l'Etat bourgeois, la déclaration de Wells au congrès de Magdebourg du P.S.A. en 1929, à savoir que la social-démocratie, devant la menace d'une révolution prolétarienne, n'hésiterait pas, « en dépit de ses principes démocratiques, à instaurer la dictature », en donne une idée.

La social-démocratie est donc prête à tout, du moment qu'il s'agit de lutter pour la « conservation de l'unité supérieure », du capitalisme, de la domination de la bourgeoisie.

Il n'y a donc rien d'étonnant que le Parti travailliste anglais ait réorganisé son organe central, le Daily Herald, avec l'aide d'un bureau d'édition conservateur.

Pour augmenter le tirage de ce journal, le Parti travailliste a créé une organisation financière spéciale en livrant effectivement son organe central à la bourgeoisie conservatrice.

Aujourd'hui, le trust capitaliste des bureaux d'éditions conservateurs se trouve à la tête de l'administration de l'organe central du Parti travailliste et des syndicats anglais.

Cette firme capitaliste possède 51 % du capital investi dans le Daily Herald et détient, par surcroît, 5 sièges sur 9 dans le conseil d'administration.

C'est avec de semblables méthodes que le Parti travailliste et le Conseil général augmentent le tirage de leur organe idéologique dirigeant.

Le Parti travailliste, en prenant les rênes du pouvoir d'Etat bourgeois, a chargé du soin de son organe central un trust capitaliste dont la spécialité est d'éditer la littérature des

conservateurs, des impérialistes !

A la pratique de la social-démocratie correspond sa dégénérescence idéologique. Sa pratique avec des mots d'ordre comme la « paix industrielle », la « démocratie économique », etc., avec son appui à la rationalisation capitaliste et aux attaques acharnées de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, a trouvé son expression la plus parfaite dans l'activité des gouvernements « socialistes » d'Angleterre et d'Allemagne.

Il n'est pas besoin d'analyser en détail l'activité du gouvernement MacDonald et du gouvernement Muller. Je soulignerai seulement ce qui caractérise le bilan de leur activité.

En Angleterre, au lendemain de la constitution du gouvernement MacDonald, la bourgeoisie a déclenché une offensive renforcée contre les ouvriers.

L'avènement au pouvoir du Parti travailliste fut caractérisée par l'abaissement des salaires pour un demi-million d'ouvriers du textile.

Le gouvernement MacDonald est devenu un des plus importants moyens pour réaliser la rationalisation capitaliste, l'oppression renforcée de la classe ouvrière, l'abaissement de salaires sur tout le front.

Ce que la bourgeoisie anglaise ne peut pas faire de ses propres forces contre les ouvriers, elle le fait avec l'aide du gouvernement travailliste.

Le gouvernement travailliste joue un rôle particulièrement nécessaire pour la bourgeoisie dans la question indienne.

Le cabinet travailliste n'hésite devant aucune représaille si sanglante soit-elle. Il fait déclarer par la bouche de Clynes : « La situation aux Indes exige de la fermeté comme de la justice, et elle les trouvera.

Il faut espérer que les dirigeants hindous se calmeront bientôt ! »

Ces menaces de « fermeté », c'est-à-dire d'employer n'importe quelle mesure répressive, et où le terme « justice » sert à dorer la pilule — ce qui signifie en réalité la renonciation du Parti travailliste à son propre programme de la transformation de l'Inde en Dominion — sont accompagnées de la prophétie comminatoire que les dirigeants hindous « se calmeront bientôt! »»

On comprend que la bourgeoisie conservatrice et libérale soit charmée du gouvernement MacDonald.

Le Times du 8 mai 1930, écrivait :

Si l'année actuelle nous apporte, et il devrait en être ainsi, l'accord national sur les buts principaux et les méthodes de la politique britannique dans quelques grandes questions, les élections de 1929 auront donné au pays plus qu'il ne supposait.

Le journal libéral Daily Chronicle écrivait le 9 mai 1930, à propos du ministre Henderson, qu'il se battait pour les intérêts du capitalisme britannique « avec la même ténacité que n'importe quel impérialiste ».

Et, enfin, Lloyd George s'exprimait de la façon suivante :

On peut certainement considérer comme un avantage le fait qu'un gouvernement socialiste se trouve au pouvoir. Cela facilite dans une grande mesure le ralliement de l'opinion publique de l'Angleterre autour du vice-roi dans sa lutte contre l'anarchie aux Indes. (Neue Freie Presse, du 7 juin 1930.)

En Allemagne, le gouvernement de coalition du social-démocrate Muller a laissé également le meilleur souvenir comme gouvernement du soutien sans réserve de la domination de la bourgeoisie.

C'est avec l'aide du cabinet Muller qu'a été élaboré le plan Young qui impose au prolétariat et à tous les travailleurs d'Allemagne des charges au-dessus de leurs forces.

C'est avec l'aide de ce gouvernement que fut entreprise une attaque enragée contre la classe ouvrière.

C'est avec l'aide de l'arbitrage obligatoire et de la rationalisation que les salaires et les assurances sociales ont été comprimés.

C'est avec l'aide du gouvernement Muller qu'a été votée la loi de défense républicaine dirigée contre les ouvriers révolutionnaires.

La profonde crise économique et la croissance formidable du chômage constituent pour ainsi dire l'acte final de l'activité du gouvernement Muller.

La bourgeoisie allemande, qui a exploité le gouvernement Muller contre les ouvriers et qui vient de le chasser pour se servir dans une plus grande mesure de l'autre méthode d'oppression du prolétariat, apprécie toutefois hautement les services des social-démocrates.

Ce n'est pas sans raison que 22 social-démocrates sont encore préfets de police en Allemagne.

Fautes de droite et de « gauche » dans la question de la lutte contre le social-fascisme

La question de la lutte contre le social-fascisme a pris, par suite des tendances croissantes aux méthodes fascistes de domination de la bourgeoisie, une grande acuité dans les partis

communistes au cours de la dernière période.

L'I.C. a dû lutter, à ce sujet, contre deux genres de déviations.

Les éléments de droite de l'I.C. niaient la dégénérescence de la social-démocratie en social-fascisme. Leur ligne découlait de la défense d'une politique de bloc avec les social-démocrates. Pratiquement, la position des droitiers aurait signifié la transformation des partis communistes en succursales de la social-démocratie.

Les conciliateurs glissaient également à la position des droitiers.

C'est ainsi que la déclaration des conciliateurs, dirigés par Ewert au XII^e congrès du Parti communiste allemand (juin 1929), disait :

Ce n'est pas marxiste de qualifier toutes les mesures d'oppression de l'Etat bourgeois contre le prolétariat de fascisme, et toute participation de la social-démocratie à de telles mesures d'oppression de social-fascisme.

Dans les circonstances actuelles, ces déclarations des droitiers et des conciliateurs n'avaient qu'un sens, elles revenaient à masquer le danger de la croissance du fascisme et à nier la dégénérescence fasciste grandissante de la social-démocratie.

D'autre part, dans les rangs communistes se faisait jour une

tendance sectaire de gauche dans l'appréciation du fascisme et du social-fascisme.

Cette attitude de « gauche » trouva son accent le plus clair dans les manifestations de Merker et autres dans le Parti communiste allemand. En ce qui concerne la lutte contre le fascisme, Merker écrivait récemment :

Aussi longtemps que de nombreux communistes considéreront simplement les ouvriers organisés dans le Parti social-démocrate comme des collègues de travail égarés, et ne remarqueront pas que ces ouvriers sont précisément la base de l'aristocratie ouvrière dans l'entreprise et du social-fascisme avec lequel on ne peut fraterniser, contre lequel on doit mener, devant les masses, la lutte la plus implacable jusqu'à son anéantissement politique complet — le communisme ne pourra aller de Pavant à l'allure voulue et il n'y aura pas de véritable désagrégation de l'organisation social-fasciste. (Die Internationale du 1er mai 1930.)

Ailleurs, ce point de vue de Merker est exprimé ainsi:

Nos divergences de vues avec le social-fascisme comme avec la bourgeoisie, dont il est le fidèle laquais, ne peuvent être résolues autour d'une table de conférence, mais seulement sur le champ de bataille, dans les luttes décisives et devant le tribunal révolutionnaire de la république soviétique allemande. (Extrait de l'article « Nous et les ouvriers social-démocrates ».)

Cette idéologie du « gauchisme » trouva son expression dans les mots d'ordre suivants: « Chassez les petits Zœrgiebel des

entreprises et des syndicats. »

« Epurez implacablement les rangs prolétariens dans les entreprises et les syndicats ainsi que dans les autres organisations de masses, de tous les éléments corrompus. Celui qui appartient encore à la social-démocratie est pourri et doit être jeté dehors, aussi radicales que puissent paraître ses actions. »

Dans les organisations des jeunesses, il y eut même des mots d'ordre de ce genre: « Chassez les social-fascistes des entreprises, des Bourses du travail, des écoles professionnelles. » « Frappez les petits Zœrgiebel partout où vous pourrez. »

Ces mots d'ordre soi-disant de gauche, signifient en réalité le renoncement à la lutte pour les masses ouvrières. Ils traduisent le désespoir en la lutte contre la social-démocratie et le doute en la classe ouvrière.

La faute principale des « gauchistes » est qu'ils n'ont pas compris la différence qu'il y a entre les ouvriers social-démocrates et la bureaucratie social-fasciste.

Au lieu de développer la lutte pour soustraire les grandes masses à la social-démocratie, en appliquant la tactique du front unique par en bas, les « gauches » glissèrent, comme par exemple Merker, au renoncement opportuniste à vaincre les

difficultés que soulèvent la lutte contre la social-démocratie, et la conquête des masses au communisme.

Les phrases de « gauche », sur les divergences d'opinions avec le social-fascisme qui seront tranchées, le moment venu, uniquement sur le champ de bataille, dans des luttes décisives et devant les tribunaux révolutionnaires de la République soviétique allemande, cachent un état d'esprit défaitiste, un manque de foi en la classe ouvrière, en sa capacité de rompre avec la social-démocratie et de se tourner vers le communisme.

A cet opportunisme de « gauche », le parti allemand a opposé résolument la ligne bolchevik de la lutte pour les masses, le mot d'ordre de la libération des ouvriers de la social-démocratie par une lutte implacable dirigée contre les chefs social-fascistes et la bureaucratie syndicale.

L'I.C. appuya entièrement la ligne du Parti communiste allemand dans sa lutte contre l'état d'esprit opportuniste de « gauche ».

Le fait de triompher de l'état d'esprit sectaire de « gauche » dans la lutte contre la social-démocratie est aussi d'une grande importance pour les autres partis.

Cette lutte est la condition préalable indispensable pour vaincre définitivement les déviations opportunistes de droite dans la lutte contre la social-démocratie.

Elle est nécessaire pour démasquer définitivement la social-démocratie comme parti « ouvrier » du capital financier, libérer les masses décisives des ouvriers social-démocrates et les gagner au communisme.

La lutte contre le social-fascisme est indissolublement liée à la lutte contre le fascisme.

Le développement de cette lutte est dicté par le renforcement du mouvement fasciste. Par suite des antagonismes qui s'aggravent dans les pays capitalistes, le fascisme, comme organisation de lutte de la bourgeoisie, lève la tête et, appuyé par la social-démocratie, passe à l'offensive contre le prolétariat révolutionnaire.

L'accentuation de la lutte de classe, de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, démasque de plus en plus, devant les ouvriers, le rôle contre-révolutionnaire réel de la social-démocratie et, de cette façon, crée sans cesse davantage les conditions nécessaires pour éloigner les ouvriers des social-fascistes.

Cet exode des ouvriers de la social-démocratie s'accroît et, sous l'influence de la lutte que mènent les partis communistes contre la social-démocratie, a tendance à s'accélérer.

Les récentes élections de Saxe ont fortement accentué la

croissance du fascisme et ont posé, dans toute son acuité, devant le Parti communiste allemand, la question de la lutte contre le fascisme.

A ces élections, les nationaux-socialistes ont sensiblement accru le nombre de leurs suffrages et le fascisme a renforcé ses positions, autant aux dépens des partis bourgeois qu'à ceux de la social-démocratie.

Seul le Parti communiste a pu non seulement se maintenir, mais encore augmenter le nombre de ses voix de 10.000, parallèlement à une diminution des suffrages social-démocrates et de ceux recueillis par le groupe de Brandler, au total 59.000, et un recul encore plus grand de tous les partis bourgeois, à l'exception des nationaux-socialistes.

L'accroissement énorme des voix du Parti fasciste en Saxe ne fait que souligner que la bourgeoisie, dans la vaste offensive qu'elle entame contre la classe ouvrière, ne se laissera effrayer par aucune méthode de dictature pour combattre le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Dès lors, c'est avec d'autant plus de force que les partis communistes, et l'I.C. dans son ensemble, doivent mettre à l'ordre du jour les tâches de la lutte contre le fascisme et le social-fascisme, pour démasquer ceux-ci devant les masses ouvrières, et les tâches de l'organisation des masses ouvrières sur la base d'une application bolchevik de la tactique du front

unique par en bas pour riposter, par tous les moyens, au fascisme et au social-fascisme.

Le social-fascisme avec son aile « gauche » est la dernière réserve de la bourgeoisie dans la classe ouvrière.

C'est pourquoi le fait de démasquer sa nature - particulièrement la nature de l'aile social-fasciste de « gauche » avec ses méthodes raffinées de duperie des ouvriers - et la lutte persévérante et générale pour gagner les masses ouvrières qui suivent encore la social-démocratie et les autres organisations bourgeoises réactionnaires, sont la condition fondamentale pour assurer la victoire de la révolution prolétarienne.

IV

Croissance de l'essor révolutionnaire et lutte pour la majorité de la classe ouvrière

Accumulation des éléments d'essor révolutionnaire

La période écoulée du mouvement ouvrier international a été caractérisé par le début d'un nouvel essor révolutionnaire.

La croissance de l'essor révolutionnaire s'est faite à un rythme irrégulier et a pris, dans les différents pays, des formes diverses.

Mais le fait d'un nouvel essor révolutionnaire, l'I.C. a déjà pu le constater, l'année dernière, à la Xe session de l'Exécutif. Les événements ultérieurs ont confirmé cette analyse.

Les événements qui eurent lieu en automne 1928 dans toute une série de pays attestaient d'ores et déjà le profond revirement qui s'accomplissait dans le mouvement ouvrier.

C'était les grèves géantes d'Allemagne, de Pologne et de France. C'était surtout le mouvement des métallurgistes de la Ruhr en connexion avec le lock-out de 200.000 ouvriers.

C'était aussi la grève générale de Lodz à la fin de 1928.

L'ampleur considérable du mouvement gréviste parmi les ouvriers du textile du nord de la France, et son caractère de contre-offensive furent aussi la caractéristique de la nouvelle période.

Les éléments de la contre-offensive du mouvement ouvrier international se renforcèrent nettement et trouvèrent leur expression non seulement en France, mais aussi en Allemagne (Ruhr), grève des dockers de Hambourg, etc.) et en Pologne (Lodz).

A la différence de la période précédente, où de vastes actions de la classe ouvrière telles que la grève générale en Angleterre

ou l'insurrection ouvrière à Vienne n'avaient pas eu de développement ultérieur, le mouvement ouvrier de la fin de 1928 montrait dans une série de pays européens, sous des formes diverses, des signes caractéristiques d'essor.

Je m'arrêterai sur le développement du mouvement gréviste. Sous ce rapport, les deux pays d'Europe les plus caractéristiques sont la France et l'Angleterre.

Les chiffres suivants témoignent de la croissance du mouvement gréviste dans ces pays.

En France, le nombre des grévistes fut en 1928, de 222.000; en 1929, de 470.000; en Angleterre, pendant les mêmes années, le nombre des grévistes passait de 124.000 à 532.000, et 1930, particulièrement en France, est une année où le mouvement de grèves marque une tendance à un accroissement continu.

Les chiffres sur le développement du mouvement gréviste aux Indes et en Chine ont déjà été fournis.

Tout cela montre une tendance à une croissance certaine du mouvement gréviste dans les plus grands pays, bien que cette tendance ne soit pas un fait général.

Parallèlement à cela, il faut signaler l'atténuation du mouvement gréviste dans une série de pays.

En Allemagne, par exemple, la social-démocratie parvenue au pouvoir et les syndicats réformistes ont tout fait pour étouffer la lutte prolétarienne contre le capital agresseur.

La social-démocratie travaille activement pour la bourgeoisie allemande.

Appuyée sur l'appareil d'Etat, sur son parti et sur l'organisation syndicale, elle mit tout en œuvre pour tenir les ouvriers en bride et étouffer toute tentative de lutte contre le Capital.

La large pratique de l'arbitrage obligatoire, appliquée avec l'aide du ministre social-fasciste, la persécution brutale des ouvriers révolutionnaires au moyen de la police social-démocrate - ont rendu d'énormes services à la bourgeoisie allemande.

La social-démocratie est parvenue à retarder l'explosion de la lutte gréviste en Allemagne; mais par là elle a aidé passablement à démasquer sa politique antiprolétarienne devant les masses ouvrières.

Même dans les pays de l'Europe capitaliste où, ces dernières années, on ne constata aucune croissance du mouvement gréviste, il est caractéristique que les grèves ont acquis de plus en plus souvent une grande portée politique.

Du fait que maintenant, contre l'ouvrier en grève, se forme le

front unique du patronat, de l'Etat bourgeois et de la social-démocratie de concert avec la bureaucratie syndicale réformiste, la lutte économique des ouvriers revêt sans cesse davantage un caractère politique.

Pour la même raison, les dirigeants des grèves sont généralement des communistes.

Par là, les partis communistes deviennent les uniques représentants des intérêts des ouvriers, les uniques dirigeants de la lutte prolétarienne contre le Capital; même des grèves peu importantes par le nombre des grévistes, comme par exemple celle des plombiers de Berlin, ont eu une grande signification révolutionnaire.

Le mouvement gréviste en Pologne, Roumanie et en Tchécoslovaquie s'est souvent transformé en luttes révolutionnaires, en collisions armées avec la police et les troupes de protection.

Le mouvement gréviste achemine directement les ouvriers, non seulement à la lutte pour leurs revendications économiques, mais aussi à la lutte contre l'Etat bourgeois et la social-démocratie qui s'identifie de plus en plus avec lui.

C'est là une des particularités essentielles du mouvement gréviste des dernières années dans les pays capitalistes d'Europe.

Il faut, enfin, signaler les grèves qui poursuivent des buts politiques plus ou moins déclarés.

C'est ainsi qu'en France, en 1929, 14 % des grèves furent des grèves de solidarité. Une série de ces grèves furent conduites sous le mot d'ordre: Défense des communistes emprisonnés.

En Autriche, l'année dernière, il y eut de nombreuses grèves dirigées contre les fascistes, pour l'expulsion de ces derniers des entreprises.

La grève générale actuelle en Espagne embrasse des dizaines de milliers d'ouvriers dans une série de centres industriels et a, comme on sait, un caractère politique très net.

Elle commença à Séville en signe de protestation contre l'assassinat d'une ouvrière par la police pendant la grève des ouvriers agricoles.

Elle est conduite par le Parti communiste et témoigne de l'état d'esprit révolutionnaire fortement accru des masses ouvrières espagnoles.

On pourrait citer encore de nombreux exemples de grèves politiques dans les colonies et les pays dépendants: aux Indes, la grande grève du textile de Bombay et les différentes grèves des chemins de fer; à Cuba, la grève récente à laquelle prirent

part 200.000 grévistes, etc.

Outre le mouvement de grèves des ouvriers, il faut souligner l'importance des autres formes du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

C'est ainsi que dans la dernière période, dans une série de pays, le mouvement des chômeurs s'est considérablement accru.

Les manifestations de chômeurs réclamant aux autorités et municipalités bourgeoises du « pain et du travail » se sont reproduites dans de nombreuses villes d'Europe et des Etats-Unis.

En établissant un lien solide entre le mouvement des chômeurs et la lutte de la classe ouvrière dans son ensemble — et c'est là une des tâches essentielles du Parti communiste — ces mouvements peuvent encore jouer un grand rôle dans le développement de la lutte de classe révolutionnaire.

Tout le monde connaît sans doute la grande importance qu'ont eu, dans une série de pays, les démonstrations politiques des ouvriers, des ouvrières et de la jeunesse ouvrière.

Dans ces démonstrations, il n'est pas rare de voir de larges couches de sans-parti et parfois même des ouvriers social-démocrates suivre les communistes.

Ces démonstrations sont souvent attaquées par la police, les fascistes et les social-fascistes; elles se terminent par des collisions avec la police, elles font dans les rangs ouvriers des dizaines et des centaines de victimes.

D'après des données incomplètes, rien qu'en Allemagne, dans les cinq premiers mois de cette année, au cours de collisions avec la police, environ 60 ouvriers ont été tués et 1.163 blessés. Le nombre des emprisonnés dépasse 2.500.

Ce n'est là qu'un trait pour caractériser la situation dans laquelle se trouvent maintenant les démonstrations prolétariennes.

Il n'est pas nécessaire d'étudier en détail des faits aussi notoires que les manifestations du 1er mai en ces dernières années, les manifestations internationales du Premier Août contre la guerre, et du 6 Mars contre le chômage.

Nous remarquerons seulement que la manifestation du 1er mai de cette année a été plus puissante que celle de l'année dernière en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Angleterre, en France, en Pologne et aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans les principaux pays capitalistes.

Même dans l'Italie fasciste, le Premier Mai 1930 se déroula sous le signe d'un certain essor du mouvement du prolétariat.

Une grande partie des ouvriers des grandes entreprises du principal centre industriel de l'Italie, Milan, chôma le Premier Mai, quoique, la veille, 3.000 hommes aient été emprisonnés.

En France, il y eut, le Premier Mai, non seulement des manifestations, mais encore un grand nombre de grèves.

A Paris seulement, 300.000 ouvriers firent grève, parmi lesquels 90 % des métallurgistes parisiens. A l'occasion de la journée internationale du Premier Août il y eut, dans de nombreux pays, de grandes démonstrations et, partiellement aussi, des grèves tant en Europe qu'en Amérique et en Chine.

La journée internationale de lutte contre le chômage, le 6 Mars, a entraîné, rien qu'en Amérique, 1.250.000 ouvriers dans le mouvement.

Dans de nombreux pays européens, de grandes démonstrations eurent lieu ce jour-là.

Il faut également noter que, dans certains pays, les paysans pauvres sont aussi entraînés dans le mouvement révolutionnaire.

Il en est ainsi en Pologne, en Roumanie, en Grèce et partiellement en France. Par endroits, il y eut aussi des troubles dans l'armée.

Nous avons des cas où des fractions de troupes isolées ont passé aux grévistes, par exemple en France, en Tchécoslovaquie et en Pologne.

Enfin, l'essor révolutionnaire se déclenchant simultanément non seulement dans une série de pays capitalistes, mais aussi dans les pays coloniaux et dépendants, est un fait important.

Tout cela témoigne de l'importance des événements qui caractérisent la croissance des éléments d'essor révolutionnaire dans la période actuelle.

Un signe de cet essor croissant nous est également révélé par les manœuvres de « gauche » de la social-démocratie.

La social-démocratie qui, de fait, est devenue le pilier central de l'impérialisme dans la classe ouvrière, continue à se manifester de temps en temps, notamment sous l'espèce de son aile « gauche », devant les ouvriers, en agitant des mots d'ordre de lutte « contre le capitalisme », des menaces de grèves, etc. En fait, les sphères dirigeantes de la social-démocratie évoluent, précisément en raison de la croissance de l'essor révolutionnaire, toujours plus à droite.

Et, par là, la rupture s'accroît entre les chefs de la social-démocratie et les bureaucrates syndicaux réformistes, d'une part, et les masses en voie de radicalisation, d'autre part.

Offensive du Capital et direction des luttes de classe du prolétariat par les partis communistes

La crise économique qui se développe ne pouvait pas ne pas mettre son empreinte sur la croissance des éléments d'essor révolutionnaire.

Cela s'explique avant tout par le fait que la crise économique détermine un renforcement de l'offensive du Capital contre la classe ouvrière.

La pression qui est faite sur la classe ouvrière dans le sens de l'abaissement des salaires, la prolongation de la journée de travail, les restrictions apportées aux assurances sociales s'accroissent à un rythme de plus en plus accéléré.

En Allemagne, les organisations capitalistes et le gouvernement parlent ouvertement de leur programme d'offensive contre la classe ouvrière.

C'est ainsi, par exemple, que le ministre du Travail du Reich, Stegervald, déclarait récemment au Reichstag:

Un abaissement des salaires est nécessaire. Nous ne pouvons nous passer d'un abaissement de salaire de 5 % pour stimuler l'industrie du bâtiment. Dans les autres branches industrielles aussi, le patronat considère comme nécessaire une réduction des salaires de

20 % et plus. Les tarifs pour le travail aux pièces sont, dans plusieurs régions de l'Allemagne, déjà considérablement abaissés. Pour assainir l'assurance-chômage, 700 millions de marks au moins sont nécessaires. La possibilité n'est pas exclue qu'en automne ou en hiver, il faille travailler avec des mesures encore plus draconiennes que jusqu'à présent. Le chômage ne pourra être diminué que graduellement. Nous espérons qu'il nous sera possible, après l'assainissement du chômage de rassembler 750 millions de marks pour stimuler l'industrie. Il nous faut obtenir, en Allemagne, des conditions de vie plus modestes. (Rote Fahne du 27 juin.)

Le ministre du Travail allemand déclare ainsi ouvertement qu'un abaissement des salaires de 20 % et plus est nécessaire, que l'assurance-chômage doit être abaissée de 700 millions de marks, et qu'il faudra travailler en automne et en hiver avec des mesures encore plus draconiennes.

Si l'on ajoute qu'en Allemagne on va se trouver dans les mois qui viennent en présence du renouvellement des tarifs pour 5 millions d'ouvriers, le sens de ce programme du Capital et du gouvernement allemands devient compréhensible.

L'Allemagne bourgeoise passe, sur tout le front, à une offensive forcenée contre la classe ouvrière.

Actuellement, on procède déjà à un renouvellement partiel des tarifs pour 525.000 ouvriers, notamment dans la Ruhr, à Berlin et en Saxe.

Les ouvriers d'Allemagne — et non seulement d'Allemagne — se trouvent devant la tâche de repousser cette offensive de la bourgeoisie.

De toute la lutte des ouvriers contre la bourgeoisie, il appert nettement que la social-démocratie, dans cette période d'offensive contre les ouvriers, sera derechef du côté de la bourgeoisie.

Son rôle principal et celui des syndicats réformistes consistera à étouffer l'activité des masses ouvrières qui luttent contre l'offensive du Capital.

La responsabilité qui incombe au Parti communiste en est d'autant plus grande.

La presse bourgeoise américaine s'exprime dans le même sens que la bourgeoisie allemande. Bien que le président des Etats-Unis, Hoover, ait annoncé, il y a quelques mois, que les salaires devaient être maintenus au niveau atteint, une campagne est maintenant ouverte pour réduire les salaires.

De plus en plus fréquemment, on trouve dans la presse des déclarations comme celle-ci: « Dans les dernières années, les salaires se sont accrus, dans notre pays, de façon exagérée... »

Le travail doit être réorganisé et cette réorganisation peut se faire ou bien sous la forme d'un accroissement de son

rendement ou bien sous la front, à une nouvelle offensive du Capital contre la que la crise a conduit d'ores et déjà, sur tout le front, à une nouvelle offensive du capital contre la classe ouvrière.

Les partis communistes doivent prouver, surtout maintenant, leur aptitude à diriger la lutte de la classe ouvrière contre le Capital assaillant.

On ne peut éviter de reconnaître que la conduite de cette lutte fait apparaître les immenses défauts et faiblesses du travail des partis frères d'une manière particulièrement nette.

En même temps, c'est seulement dans cette lutte des ouvriers contre l'offensive du Capital, que les partis communistes peuvent réellement consolider leurs positions dans les masses ouvrières, conquérir le rôle dirigeant dans la classe ouvrière, obtenir des succès décisifs dans la conquête de la majorité de la classe ouvrière pour le communisme.

C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire et urgent de concentrer l'attention sur le travail parmi les ouvriers dans les usines.

Déjà dans la période écoulée, de nombreux défauts et faiblesses dans le travail de masses, notamment dans notre travail syndical, étaient apparues.

L'activité des masses ouvrières a souvent dépassé les chefs des organisations du Parti et posé à nos organisations des tâches auxquelles elles n'étaient pas préparées.

Dans de nombreux pays, les syndicats rouges existent depuis pas mal d'années.

En France et en Tchécoslovaquie, ils ont joué et continuent à jouer un grand rôle.

Mais, là aussi, le travail syndical a été jusqu'à présent insuffisant sous bien des rapports.

Même nos meilleures organisations syndicales, les syndicats unitaires de France, se trouvèrent souvent à la remorque du mouvement de grèves.

Monmousseau a d'ailleurs avoué qu'en ces derniers temps, le mouvement ouvrier a dépassé, dans une série de cas, les organisations syndicales; il en fut ainsi en grande partie parce que nous avons, parmi nos fonctionnaires syndicaux, un nombre considérable d'éléments opportunistes déclarés, qui n'avaient pas encore vaincu les habitudes social-démocrates.

On sait que cela a conduit en Tchécoslovaquie à l'exclusion d'un groupe de leaders syndicaux, haïs, en tête, des syndicats rouges et du Parti.

Alors que nos tâches dans les pays ayant un mouvement syndical rouge indépendant se sont posées depuis longtemps, dans des pays comme l'Allemagne, l'Angleterre, la Pologne, etc., où nous n'avions pour ainsi dire pas jusqu'à présent de syndicats, de nouvelles et grandioses tâches ont surgi en ces dernières années.

La grande signification du conflit de la Ruhr est qu'au cours de ces événements le Parti communiste allemand a commencé à passer pratiquement aux nouvelles méthodes d'organisation des masses ouvrières en lutte contre le Capital.

Il fut placé carrément devant la tâche d'assumer la direction indépendante de la lutte économique des ouvriers non seulement contre le patronat, mais aussi contre la social-démocratie et les syndicats réformistes.

Le Parti se trouva devant des tâches, dont la réalisation ne pouvait se concilier avec la soumission au légalisme syndical réformiste. D'où de nouvelles formes d'organisation des ouvriers et une attention particulière pour l'organisation des masses inorganisées.

La question de la direction indépendante de la lutte économique des ouvriers a atteint, ces derniers temps, une énorme importance non seulement pour le Parti communiste allemand, mais aussi dans de nombreux autres pays.

Ce n'est que sur la base d'un large travail des partis communistes pour la direction indépendante des luttes économiques et de la lutte contre les traîtres social-démocrates et réformistes, que la tactique bolchevik du front unique à la base trouvera son développement.

Des questions comme l'organisation de la direction des grèves et des luttes contre la volonté des syndicats réformistes, le renforcement de l'opposition révolutionnaire dans les fédérations réformistes et la consolidation de leur contact avec les ouvriers inorganisés, l'union de la lutte des ouvriers et des chômeurs, etc., sont maintenant au centre de l'attention des organisations communistes d'avant-garde.

Mais tout ce travail renferme encore de gros défauts et faiblesses.

Dans les partis communistes, subsistent encore des restes de traditions social-démocrates et ceux-ci continuent à gêner le développement d'une véritable lutte des partis communistes contre la social-démocratie et les syndicats réformistes.

Dans le travail pratique de nos organisations syndicales, on voit souvent apparaître, chez les chefs, une attitude opportuniste dans l'application des résolutions du Parti, même quand ils sont dans l'essentiel d'accord avec la ligne du Parti.

Etant donné cela, la lutte contre l'opportunisme dans la pratique

est devenue particulièrement nécessaire.

Les dernières élections aux conseils d'usines en Allemagne fait ressortir les résultats aussi bien que les défauts de notre activité parmi les ouvriers.

Il est certain que, dans ces élections, nous avons obtenu des succès déterminés.

Alors que, l'année dernière, nous n'avions présenté des listes indépendantes de comités rouges d'usine que dans 101 entreprises, cette année, les élections ont eu lieu sur nos propres listes dans 1.200 entreprises.

Alors que l'année dernière, sur nos listes, 4.000 camarades furent élus aux conseils d'usines, cette année ce chiffre s'est considérablement accru et a atteint 7.000 membres de comités d'usine et 4.000 suppléants.

Dans divers grands districts industriels, par exemple dans la Ruhr, en Haute-Silésie, en Saxe et au Niederrhein, nous avons obtenu dans les usines où nous avions présenté des listes indépendantes plus de voix que les social-démocrates.

Mais nous avons aussi des faits négatifs. Dans le district de Berlin-Brandenburg, les listes de l'opposition syndicale ont subi, dans certaines grandes usines, une réelle défaite.

Une série de faits montrent nettement que notre défaite est due à la pratique opportuniste de quelques comités rouges d'usine.

Dans plusieurs entreprises, des communistes ont refusé, cette année également, de poser leur candidature sur les listes rouges de l'opposition syndicale, parce qu'ils ne voulurent pas rompre avec la tradition du bloc avec les social-démocrates.

Sur 12.000 candidats que notre Parti présenta aux comités d'usine, 300 se sont montrés des renégats.

Ils furent exclus du Parti.

Il faut dire enfin que dans plusieurs milliers d'usines, même cette année, nous n'avons pas présenté de liste propre.

Ainsi, même ces brèves indications montrent, à côté des résultats obtenus, une série de gros défauts et la faiblesse de notre travail dans les usines.

Tout cela exige, avant tout, un renforcement de la lutte contre l'opportunisme en pratique, sous toutes ses apparences, et la consolidation bolchevik du front unique prolétarien à la base contre et malgré les chefs de la social-démocratie

Pour résoudre notre tâche fondamentale, la conquête de la majorité de la classe ouvrière au communisme et le renforcement sous tous ses rapports du travail pratique dans le

domaine de la direction indépendante des luttes économiques sont d'une importance décisive.

Aussi bien, la lutte contre la soumission de notre politique au légalisme syndical réformiste, la lutte contre tout bloc avec la social-démocratie, la lutte pour l'application bolchevik de la tactique du front unique par en bas est la tâche la plus importante des partis communistes.

Nous devons lier cette lutte au renforcement général de notre opposition dans les syndicats réformistes, à la transformation de cette opposition en un centre réel d'organisation des masses ouvrières contre la social-démocratie, contre la bureaucratie syndicale réformiste.

En Allemagne, nous avons déjà fait certains pas dans cette direction; nos organisations doivent persévérer dans cette orientation.

En même temps, une lutte renforcée est nécessaire contre l'opportunisme qui se cache derrière la phraséologie de gauche.

Le fait de remplacer la lutte révolutionnaire contre la social-démocratie par des phrases soi-disant de « gauche », mais qui sont en réalité des phrases opportunistes décadentes sur « la masse corrompue » des ouvriers social-démocrates, sur l'« inutilité » du travail dans les syndicats réformistes, etc., doit, dans nos rangs, se heurter à la résistance la plus résolue.

Nous devons agir dans les syndicats réformistes et dans toutes les organisations réactionnaires où restent encore de larges couches ouvrières.

Nous devons travailler avec une énergie décuplée tant parmi les masses organisées que parmi les masses inorganisées, afin d'obtenir de réels succès dans la conquête des masses à la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

La lutte économique des ouvriers atteint, étant donné surtout l'énorme accroissement de la crise du capitalisme, un caractère politique de plus en plus net.

La lutte économique se rattache sans cesse davantage à la lutte générale de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois et ses soutiens social-démocrates.

Parallèlement aux grèves économiques éclatent des grèves politiques.

Tout cela fait du mot d'ordre de la grève politique de masses, le mot d'ordre le plus important de la période actuelle qui est une période d'essor révolutionnaire croissant.

Le mot d'ordre de la grève politique de masses prépare la classe ouvrière aux événements révolutionnaires décisifs dans la lutte entre le Travail et le Capital.

Nous œuvrons actuellement au milieu d'un essor révolutionnaire croissant.

Souvenons-nous des paroles de Lénine : « *La révolution diffère de la lutte ordinaire en ce sens que dix fois, cent fois plus d'hommes participent au mouvement* ».

Cela exige de nous un renforcement intense de notre travail pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière au communisme.

V

Partis communistes et tâches nouvelles

L'I.C. a pris en considération en temps utile le regroupement des forces de classe en connexion avec l'ébranlement de plus en plus profond de la stabilisation capitaliste et la radicalisation croissante des masses prolétariennes ; elle lança comme mot d'ordre déterminant la tactique des partis communistes celui de « classe contre classe ».

Cette tactique « classe contre classe » signifiait le passage des partis communistes à la réalisation effective de la direction indépendante des batailles de classe dans la lutte intransigeante, déployée sur tout le front contre la social-démocratie.

Cette tactique répondait aux nouvelles conditions de travail des

partis communistes.

Les partis communistes ont commencé à passer de la période d'agitation et de propagande à la période d'organisation et de direction des luttes de classe ouvrières.

Ce passage des méthodes de propagande qui prédominaient dans la pratique du travail des partis communistes, à la méthode de direction indépendante de la lutte du prolétariat fut réalisé dans la période écoulée.

Le passage à de nouvelles méthodes devait révéler de grands défauts dans le travail des partis communistes.

Bien qu'un bloc de la bourgeoisie et de la social-démocratie se soit formé contre le mouvement communiste, l'influence des partis communistes sur les masses grandit dans la majorité des pays. Je m'arrêterai sur certains indices de cette croissance de l'influence des partis communistes.

Tout d'abord, les élections parlementaires.

Si l'on compare les élections parlementaires en Allemagne, en France et en Pologne, de 1928 et 1924, on peut constater facilement l'influence croissante des partis communistes dans ces pays.

En Allemagne, le nombre des voix données au Parti

communiste allemand s'éleva, au cours des quatre dernières années, de 2.679.000 à 3.233.000 ; en France, de 876.000 à 1.069.000 ; en Pologne, le nombre des voix données au Parti communiste passa de 20.000 en 1922, à 850.000 en 1928.

Cependant, on ne peut pas ne pas signaler les faiblesses de nos positions, par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis, où les candidats de notre Parti (1928-1929) ont à peine réuni quelques dizaines de milliers de voix.

Des faits tels que le rôle des partis dans les grèves, les démonstrations de masses et l'exécution de quelques campagnes internationales l'année dernière et cette année, témoignent aussi de l'influence des partis communistes sur les masses ouvrières.

J'en ai déjà parlé plus haut. Je me bornerai à citer un extrait de l'organe central des agrariens tchèques concernant le Parti communiste tchèque :

Les dernières actions montrent que les communistes ont la supériorité sur les partis socialistes parmi les ouvriers industriels et le prolétariat... Il faudra considérer pour longtemps comme non fondé l'espoir en une décomposition complète des partis communistes. Au contraire, les communistes conquièrent la jeune génération ouvrière.

On ne peut non plus laisser sous silence les souscriptions recueillies en France par L'Humanité.

Les ouvriers rassemblèrent en peu de mois 2.500.000 francs, en créant des centaines de comités de soutien de L'Humanité dans les usines.

L'activité des ouvriers pour soutenir l'organe central du Parti communiste français lui permit de repousser la provocation dirigée par la bourgeoisie française contre L'Humanité.

Tout récemment, des rapports sont arrivés sur la manière dont les ouvriers suédois ont répondu à l'appel de leur Parti communiste de venir en aide financièrement à l'organe central.

Alors que la direction du Parti demandait aux masses de rassembler en deux semaines 50.000 couronnes, les ouvriers réunirent dans ce laps de temps 77.000 couronnes.

Le Parti communiste suédois s'est maintenant assigné la tâche d'atteindre la somme de 100.000 couronnes pour soutenir son organe central et on peut être persuadé que cet appel du Parti sera, lui aussi, appuyé par les ouvriers de Suède.

De tels faits n'existaient pas dans le passé.

Un signe de l'influence croissante des partis communistes est également fourni par les tirages croissants de la presse syndicale d'opposition en Allemagne.

Cependant, on ne peut ignorer le fait que, dans une série de pays, le tirage de la presse communiste a baissé.

En ce qui concerne l'influence des partis communistes sur d'aussi grandes couches de travailleurs que les ouvrières, les jeunes, les paysans pauvres, nos progrès sont encore tout à fait insuffisants.

Alors que le rôle des femmes et de la jeunesse, dans la production, s'accroît, il n'est pas admissible que les partis communistes n'apportent pas à ce travail, et notamment à l'affaiblissement des organisations de la jeunesse communiste dans certains pays, toute l'attention voulue.

Les indices les plus favorables de travail parmi la jeunesse, les ouvrières et les organisations de masses (par exemple le sport ouvrier) existent en Allemagne.

Enfin la désaffection de quelques groupes ouvriers de la social-démocratie et leur adhésion à notre parti sont un indice de l'influence croissante des partis communistes.

Ce processus se manifeste dans une série de pays, et témoigne de l'ébranlement grandissant de l'influence du social-fascisme sur la classe ouvrière.

Mais, dans plusieurs cas, le travail des partis communistes pour consolider cette influence sur le terrain d'organisation ne

correspond pas à la croissance de cette influence des partis communistes sur les masses ouvrières.

A l'Internationale communiste adhèrent 53 partis communistes, et 3 partis révolutionnaires nationaux à titre de sympathisants.

Parmi les sections de l'I.C., il y a encore des organisations jeunes et faibles. D'autre part, des partis communistes comme le P.C. allemand qui est, après le P.C. de l'U.R.S.S., la meilleure section de l'I.C., les P.C. tchécoslovaque et français sont aussi devenus non seulement de grandes sections de l'I.C., mais de véritables partis de masses qui sont dès maintenant, dans la classe ouvrière, le concurrent le plus dangereux de la social-démocratie.

On peut indiquer aussi le P.C. polonais qui travaille dans les conditions illégales les plus difficiles et qui possède pourtant une solide base de masse.

Ce parti peut servir de modèle aux autres sections qui se trouvent dans l'illégalité.

Par ailleurs, une section de l'I.C. aussi importante que le P.C. italien, a subi, ces temps derniers, des coups extraordinairement durs du fascisme et commence seulement à se remettre.

Son influence assez importante sur la classe ouvrière n'est pas consolidée par un travail d'organisation suffisant.

Le Parti doit orienter ses efforts de ce côté.

Dans deux des plus grands pays, en Angleterre et aux Etats-Unis, nous n'avons toujours pas de véritable parti communiste de masse. A

ux Etats-Unis, on remarque, ces temps derniers, une croissance du Parti communiste, mais celui-ci ne compte pour le moment que 11.000 à 12.000 adhérents, et son influence sur les couches essentielles d'ouvriers américains est encore insignifiante.

En Angleterre, le Parti communiste traverse une période critique.

Par suite des nombreuses fautes opportunistes commises par le P.C. anglais dans le passé, il ne trouve que lentement la voie juste qui conduit aux ouvriers.

L'instrument le plus important pour influencer les masses est l'organe quotidien créé par le P.C. anglais, le Daily Worker, mais qui est encore loin d'être bien assis ; travailler à le consolider est la première tâche du Parti.

Le P.C. anglais doit, malgré sa faiblesse actuelle, passer à la conquête des millions de travailleurs et il y passera.

Le P.C. chinois s'est renforcé en ces dernières années ; malgré une série de fautes opportunistes il se développe et devient un véritable parti bolchevik.

Dans ses rangs, dominant encore, dans une mesure considérable, les éléments paysans. Mais, le Parti renforce de plus en plus ses rangs en y attirant les ouvriers avancés.

Aux Indes, l'organisation communiste est en gestation ; elle ne pourra se former en avant-garde bolchevik du prolétariat hindou qu'en traversant les épreuves qui l'attendent dans la lutte révolutionnaire.

Parmi les sections de l'I.C., il y a aussi des organisations très faibles, qui ne sont pas encore arrivées à se cristalliser.

Dans certains partis, par exemple dans l'Amérique du Sud, l'influence des éléments petits-bourgeois prédomine encore.

Pour constituer des partis communistes dans les colonies et dans les pays dépendants, il y a devant nous un champ infini de travail.

Il est caractéristique que dans les rangs de la IIe Internationale il n'y a pas eu et il n'y a pas de parti qui soit lié au mouvement ouvrier des pays coloniaux, alors que dans toutes les parties du monde colonial, des rangs toujours nouveaux de combattants

révolutionnaires entrent dans l'armée de l'I.C.

Pour la croissance des partis communistes et la consolidation de leur influence sur les masses, le problème de la création des cadres dirigeants est de la plus grande importance.

La période écoulée a montré de ce côté des défauts très grands.

Il suffit de dire que, dans certaines sections de l'I.C., même le noyau dirigeant des partis communistes se composait, dans une grande mesure, d'éléments opportunistes de droite.

Aussi bien, dans la période embrassée par ce rapport, nous vîmes non seulement un renouvellement fondamental des chefs dans une série de sections de l'I.C., mais l'exclusion de groupes entiers, de dirigeants de divers partis communistes des rangs de l'I.C., comme, par exemple, dans les partis communistes des Etats-Unis, de Tchécoslovaquie et de Suède.

Même parmi les membres et suppléants du Comité exécutif de l'Internationale communiste, après le VI* congrès, sept membres se sont mis hors des rangs du communisme et sont passés dans le camp des renégats.

L'existence d'éléments opportunistes corrompus dans les cadres des partis communistes est encore prouvée par des faits tels que l'exclusion de 26 membres de la fraction parlementaire des rangs du P.C. tchécoslovaque, pour n'avoir pas voulu se plier à

la discipline du Parti dans la lutte contre les renégats de droite et la social-démocratie, l'expulsion de six conseillers municipaux de Paris ayant collaboré avec les social-fascistes, etc.

La lutte implacable de l'I.C. contre les éléments opportunistes de droite et l'épuration du Parti communiste des résidus social-démocrates provoqua, du côté des opportunistes de droite, des hurlements sur la « décomposition » de l'I.C.

En réalité, cette lutte stimula la consolidation des rangs des partis communistes, l'accroissement de leur capacité de combat dans la lutte de classe contre la bourgeoisie et la social-démocratie, le renforcement de l'autorité des partis communistes dans les masses ouvrières.

Sans cette lutte conséquente contre les éléments étrangers au communisme, nos sections n'auraient pu croître comme de véritables organisations bolcheviks, capables de mobiliser les masses ouvrières sous l'étendard de la lutte révolutionnaire contre le fascisme et le social-fascisme.

Dans la lutte contre les opportunistes de droite et de « gauche », les meilleurs cadres des sections de l'I.C. se développèrent et s'accrurent.

Les organes dirigeants des partis communistes furent, dans une série de cas, radicalement renouvelés et véritablement remplis

des meilleurs éléments révolutionnaires du prolétariat.

Au centre de la vie idéologique politique de l'I.C. se trouvait, dans la période écoulée, la lutte contre les opportunistes de droite et de « gauche ».

Après la destruction du trotskisme, au fond déjà terminée à l'époque du VI^e congrès mondial, vint, en premier lieu, la lutte contre les déviations de droite et l'attitude conciliatrice envers elles.

Cette lutte passa à travers tout le travail de l'I.C. et fut de la plus grande importance politique pour tout le mouvement ouvrier international.

Après ce qui a été dit plus haut sur la lutte contre la « droite » dans l'I.C. au cours de la période écoulée, ainsi que sur la lutte contre son appréciation de la crise du capitalisme et contre la théorie opportuniste de droite du « capitalisme organisé », sur la lutte contre la collaboration opportuniste de droite avec le social-fascisme et sur la lutte contre la capitulation opportuniste de droite dans la question du rôle indépendant des partis communistes dans la direction des luttes de classe des ouvriers, etc., il ne reste plus qu'à faire quelques remarques complémentaires sur cette question.

La lutte contre les droitiers et les conciliateurs dans les rangs du Parti communiste de l'Union soviétique, était étroitement

liée à la lutte contre les droitiers dans les autres sections.

Cela apparut d'une façon particulière dans la lutte contre les droitiers et les conciliateurs du Parti communiste allemand.

Aux Etats-Unis et en Suède, les chefs droitiers des Partis communistes ont même réussi à entraîner une partie des membres de ces partis derrière eux, mais, là encore, après l'expulsion des renégats de droite, les partis avancent victorieusement sur la voie de la croissance idéologique politique et du renforcement progressif du travail pratique.

En Tchécoslovaquie, les opportunistes de droite opposèrent à la ligne de l'I.C. la plus grande résistance dans les milieux parlementaires et municipaux et dans les syndicats.

Le chef des renégats de droite dans les syndicats tchécoslovaques, Haïs, réussit à éloigner quelques dizaines de milliers d'ouvriers du mouvement syndical rouge.

Dans le P.C. polonais, il y eut dans la lutte contre les droitiers une consolidation des cadres essentiels du Parti, et le Parti mit fin à la lutte fractionnelle qui le détruisait.

Dans les P.C. français et italien, la lutte continua contre les éléments opportunistes de droite jusqu'à ces tout derniers temps et fut accompagnée de grandes difficultés dans le travail des organismes dirigeants.

Le VI^e congrès mondial de l'Internationale communiste souligna la nécessité de la lutte non seulement contre les droitiers, mais aussi contre les opportunistes tremblants du camp des conciliateurs à l'égard des déviations de droite.

Cette ligne du VI^e Congrès de l'Internationale communiste s'est pleinement justifiée.

Les sections de l'I.C. ont fait sur cette base de grands progrès dans la bolchévisation.

En même temps, l'I.C. menait une lutte résolue contre les manifestations opportunistes sous le couvert des phrases de « gauche ».

On a déjà beaucoup parlé des manifestations concrètes de l'état d'esprit sectaire de « gauche » et de sa nature opportuniste.

Je ne veux y ajouter que quelques mots.

Dans la période de la lutte pour la majorité de la classe ouvrière, cet état d'esprit sectaire de « gauche » est un grand obstacle au travail des partis.

Avant d'avoir vaincu cette phraséologie de « gauche », derrière laquelle certains éléments opportunistes cachent leurs doutes en la possibilité de conquérir la majorité de la classe ouvrière,

les partis communistes ne pourront pas procéder à la mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières sous leur drapeau.

La malfaisance de la phraséologie de « gauche » pourrait encore être illustrée par quelques exemples tirés du travail de certaines organisations de l'Internationale communiste des jeunes.

Les jeunesses, qui avaient joué un grand rôle révolutionnaire dans la lutte contre les éléments opportunistes de droite, ont montré, dans une série de cas, une grande faiblesse dans le travail de masse, dans la lutte pour la conquête des larges couches de la jeunesse ouvrière au communisme.

Il en résulte la nécessité de renforcer, parallèlement à une lutte implacable contre la déviation de droite dans les jeunesses communistes, la lutte contre la phraséologie de « gauche » et contre la passivité dans la lutte quotidienne pour les masses de la jeunesse ouvrière.

La lutte sur deux fronts et particulièrement contre la déviation la plus dangereuse, la déviation de droite, est encore aujourd'hui au centre de l'attention de l'Internationale communiste.

Cette lutte a déjà donné de grands résultats dans l'éducation bolchevik des partis communistes.

La croissance de l'influence des partis communistes sur les masses ouvrières est évidente.

Et les défauts de la consolidation de cette influence sur le terrain d'organisation se font sentir d'autant plus.

Jamais encore, les faiblesses du travail d'organisation des partis communistes ne se sont montrées aussi fortement qu'aujourd'hui où les sections de l'Internationale communiste se trouvent devant la tâche de l'organisation indépendante et de la direction des luttes de classe du prolétariat.

Les principales faiblesses des partis communistes sont dans les défauts du travail dans les usines, dans la faiblesse des organisations de base du Parti, dans la poursuite inconséquente de la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usines, dans le travail insuffisant des fractions communistes dans les organisations de masses, surtout dans les syndicats, etc.

A chaque pas, apparaît l'incapacité de rattacher le travail pratique à la politique révolutionnaire et l'incapacité de consolider sur le terrain d'organisation l'influence des partis communistes dans les masses.

Or, sans une telle consolidation, on ne peut préparer de sérieux progrès aux partis communistes dans l'avenir.

La tâche principale des partis communistes consiste, dans les conditions présentes, dans l'intensification de la lutte contre la social-démocratie, dans une lutte renforcée pour conquérir les masses ouvrières sur la social-démocratie, dans l'élimination de l'influence de la social-démocratie sur des couches encore considérables du prolétariat.

Cette tâche ne peut être résolue qu'à la condition de démasquer la nature de la politique social-démocrate, de démasquer cette politique non seulement dans l'agitation et la propagande, mais en opposant la pratique révolutionnaire des partis communistes à la pratique social-démocrate, dans tout le travail des partis communistes.

Ce n'est qu'en démasquant sans répit toutes les vilenies de la social-démocratie dirigées contre les ouvriers, et en même temps en utilisant constamment toutes les possibilités de grouper les masses ouvrières sur la base de la défense résolue des intérêts ouvriers contre le Capital et le social-fascisme; ce n'est qu'en travaillant avec persévérance à la consolidation de toutes les positions d'organisation des partis communistes dans les usines, les syndicats, les conseils d'usines, dans chaque organisation de masses, parmi les femmes, parmi la jeunesse, etc., et dans chacune de ces organisations en particulier ; ce n'est que par un tel travail des communistes, que nous pourrions consolider réellement l'influence des partis communistes sur les larges masses.

La lutte contre toutes les manifestations d'opportunisme de droite, obstacle principal à la conquête des masses ouvrières au communisme, et en même temps la lutte contre la phraséologie de gauche, qui cache la passivité opportuniste dans l'action quotidienne pour la conquête de divers groupes et couches d'ouvriers au communisme ; voilà quelles sont les principales tâches d'un communiste.

Par surcroît, un communiste rattache tout son travail quotidien aux vastes perspectives de la lutte libératrice révolutionnaire en développement de la classe ouvrière.

Les vastes perspectives de l'Internationale communiste ont trouvé leur meilleure expression dans le programme de l'I.C. adopté par le VI^e Congrès mondial.

Ce programme est un programme de lutte pour la dictature mondiale du prolétariat ; c'est le programme du renversement de l'impérialisme et de la libération des travailleurs du monde entier de l'oppression impérialiste.

Ce programme se réalise pratiquement d'ores et déjà dans la victorieuse édification du socialisme en U.R.S.S.

Sur la base du programme adopté par le VI^e congrès mondial et des succès de l'édification socialiste dans notre pays, le Parti communiste de l'Union soviétique devra fixer son programme d'aujourd'hui. Notre congrès aura à se prononcer à ce sujet.

Le programme de l'I.C. est actuellement traduit en 33 langues.

Il est porté à la connaissance des ouvriers de tous les pays capitalistes et des colonies.

Il sera un nouvel appel à la lutte révolutionnaire contre le Capital, contre le fascisme, contre la social-démocratie en cours de fascisation.

Il aidera au groupement ultérieur et accéléré des larges masses de travailleurs des villes et des campagnes autour du prolétariat révolutionnaire.

Le développement actuel de la crise économique aggrave la crise générale du capitalisme et rapproche l'effondrement du système capitaliste.

Nous devons cependant nous souvenir de ce que disait Lénine à savoir, que seule la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière décidera en définitive du sort du capitalisme.

Il n'y a pas de situation absolument sans issue. La bourgeoisie se conduit comme un rapace insolent qui a perdu la tête; elle fait bêtise sur bêtise, aggrave la situation et précipite sa mort.

Tout cela est vrai.

Mais on ne peut pas « prouver » qu'il n'y a absolument aucune possibilité pour elle d'endormir telle minorité d'exploités par quelques menues concessions, d'écraser tel mouvement ou telle insurrection de telle fraction d'opprimés et d'exploités.

Ce serait une pédanterie vide ou un jeu d'idées et de mots que de tenter de « prouver » d'avance cette impossibilité « absolue. »

Seule l'expérience peut être une véritable preuve dans de telles questions.

L'ordre social-bourgeois traverse dans le monde entier une immense crise révolutionnaire.

Il faut maintenant « prouver » par la pratique des partis révolutionnaires qu'ils possèdent assez de conscience, d'organisation, de contact avec les masses exploitées, de capacité pour utiliser cette crise en vue d'une révolution victorieuse. (Lénine, Edition russe, tome XVII, pages 263-264.)

Ainsi, Lénine a souligné avec un accent particulier que seule la pratique révolutionnaire, seule la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et des pays opprimés peuvent décider du sort du capitalisme.

La crise du capitalisme mondial qui se développe de plus en

plus crée les conditions préalables pour la victoire du prolétariat.

La question sera résolue par l'aptitude pratique de la classe ouvrière à soutenir une lutte résolue, pleine d'abnégation, par son organisation et sa conscience communiste.

De là, découlent les immenses devoirs qui incombent aux partis communistes et à l'Internationale communiste dans son ensemble.

Camarades, dans la période écoulée, les sections de l'I.C. ont fait de grands progrès dans la voie de la bolchévisation et de la consolidation de leurs liens avec les larges masses des ouvriers et des paysans pauvres.

Dans la période écoulée, les succès de l'édification socialiste dans l'Union soviétique se sont, en même temps, considérablement développés ; par là, la puissance de l'Union soviétique comme facteur de la révolution prolétarienne internationale s'est fortement accrue.

Dans la période présente, l'essor du mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes comme dans une série de colonies sera accompagné non seulement de la crise, qui se développe rapidement, du capitalisme, mais aussi de l'essor croissant de l'édification socialiste dans l'Union soviétique.

Cela crée les conditions pour un développement ultérieur des forces de la révolution prolétarienne internationale.

Dans ces conditions, les partis communistes devront faire preuve de la plus grande énergie dans tout le travail quotidien parmi les masses et particulièrement dans la consolidation sur le terrain d'organisation de l'influence croissante des partis communistes, en même temps que de résolution dans les luttes révolutionnaires les plus vastes.

C'est à cela que les communistes doivent préparer la classe ouvrière.

C'est le devoir des communistes de faire tout leur possible pour que la lutte qui se développe contre le capitalisme se transforme d'essor révolutionnaire en révolution prolétarienne.